



blessures. Promu au grade supérieur à titre posthume, il a été décoré de la légion d'Honneur et de la croix de la valeur militaire à l'ordre de l'armée. Christophe Schnetterle, âgé de 45 ans, était marié et père de deux jeunes filles de 16 et 21 ans. Il avait servi, au cours de sa carrière militaire, aux 53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup> et 57<sup>e</sup> régiments d'artillerie puis au 93<sup>e</sup> RAM. Dans son éloge funèbre, monsieur Laffineur s'est adressé au chef d'escadron Schnetterle en ces termes : « Par-delà la douleur, nous n'oublierons jamais combien votre combat était juste, combien il était grand. Il aura été celui **de la liberté et de la dignité du peuple afghan**, celui de la lutte contre le terrorisme qui n'aspire qu'à semer la terreur et la haine. Il aura été celui de nos plus belles valeurs, ces valeurs que nous n'aurons de cesse de défendre là où elles sont bafouées. Aussi votre combat sera-t-il toujours le nôtre.[...] Aujourd'hui, ce sont vos camarades qui veillent sur vous et sur votre famille. [...] Vous pouvez compter sur les militaires [...] et sur la Nation entière pour leur témoigner **la solidarité et la reconnaissance** qui leur sont dues.[...] Je veux que votre femme et vos enfants le sachent et ne l'oublient jamais : vous vous êtes comporté en héros, vous serez toujours un héros dans notre mémoire collective. Si le 93<sup>e</sup> RAM de Varcès porte aujourd'hui le deuil de votre disparition, [...] il perpétuera votre engagement d'exception, il en fera un modèle pour l'avenir. » L'armée de Terre s'associe au deuil de la famille, des proches et des camarades du chef d'escadron Schnetterle et les assure de son **indéfectible soutien**. Elle adresse une pensée particulière aux quatre soldats également morts pour la France lors de l'attaque du 20 janvier 2012.

## La légion d'Honneur a-t-elle encore un sens ?

L'union presse, Publié le jeudi 05 avril 2012 à 12H05 -

ARDENNES. La députée UMP Bérengère Poletti vient de poser une question écrite au ministre de la Défense et Anciens combattants dont le contenu est inattendu mais ne manquera pas de faire réagir : « La légion d'Honneur est la plus haute décoration honorifique française. Elle a été instituée le 19 mai 1802 par Napoléon Bonaparte et récompense depuis ses origines les mérites éminents militaires ou civils rendus à la Nation. Selon un récent sondage, à la question "La légion d'Honneur a-t-elle encore un sens ?", il apparaîtrait que selon 92 % des personnes interrogées la réponse serait "non". Aussi, (la députée) souhaite savoir comment le gouvernement réagit aux résultats de ce sondage. » Et Mme Poletti, qu'en pense-t-elle ? Des noms ! Des noms !

<http://www.lunion.presse.fr/actu/la-legion-dhonneur-a-t-elle-encore-un-sens>

## Les commandos partent pour l'aventure...



... et en reviennent avec une VM collective. Ce matin, jute à temps pour la pluie, le général **Jean-Paul Paloméros** a épinglé deux croix de la valeur militaire sur les fanions des **CPA 20** et **30** réunis à Dijon (1), et deux CVM à deux commandos de chacune des unités (2). La citation qui va avec la VM distingue, pour le CPA 20, le parcours afghan de l'unité, arrivée sur place dès janvier 2002.

Elle y aura accompli des missions de protection, de guidage des appuis, de détection d'IED par équipe cyno (y compris pendant "Arès"), et de personnel recovery, comme ce fut le cas le 18 août

2008.

Le bilan évoque 500 patrouilles aériennes guidées en dix ans de présence, dont 50 rien que lors d'une opération à l'été 2009, lors d'un mandat mythique mené en vallée de Chak, avec les OMLT. 120 heures d'appui aérien avaient alors été générées.

(1) ainsi qu'au **1.2 Cigognes**.

(2) de plus, le chef du CPA 20, le COL **Brignon** a reçu la médaille de l'aéronautique.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/03/2012 05:06:00 PM](#)

## DECORATION DES UNITES AYANT PARTICIPE AUX OPERATIONS PAMIR ET HARMATTAN A DIJON

Mise à jour : 05/04/2012 18:11

Mardi 3 avril 2012, le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), a rendu hommage, sur la base aérienne 102 de Dijon, à des unités ayant participé aux opérations *Harmattan* (au-dessus de la Libye) et *Pamir* (en Afghanistan).



Après les honneurs au drapeau et la revue des troupes, le CEMAA a remis des décorations collectives aux fanions du groupe de chasse 1/2 «Cigognes» et des commandos parachutistes de l'air n°20 et n°30. Ils ont reçu la Croix de la Valeur militaire avec palme. *«J'ai eu l'honneur de décorer ces trois unités prestigieuses de l'armée de l'air, souligne le général. Et ce n'était que justice que ces unités qui ont œuvré en Afghanistan ou en Libye soient reconnues à la hauteur de leur mérite. Ces décorations*

*collectives marquent la force de l'armée de l'air.»*

Le général Paloméros a ensuite lu une citation au profit de l'escadron de soutien technique aéronautique (ESTA) 2E/002 puis a remis des décorations individuelles. Ainsi le sergent B. du CPA n°20 et le caporal-chef M. du CPA n°30 ont reçu la croix de la Valeur militaire avec étoile de bronze. De même, le colonel Jean-Marc Vigilant, commandant la base de défense de Dijon et la base aérienne 102, ainsi que le colonel Thierry Brignon, commandant le CPA n°20, se sont vu décerner la médaille de l'aéronautique. Le major Pascal Nera, de l'ESTA, a reçu la médaille commémorative française avec agrafe « Libye ». Après les nombreuses décorations, le CEMAA a procédé à la lecture de l'ordre du jour.



À l'issue de la cérémonie, les participants se sont dirigés, au son de la Musique de l'air, vers un hangar pour l'allocution du chef d'état-major de l'armée de l'air : « *Ténacité indomptable, énergie farouche, courage sublime, vous tous qui avez été décorés aujourd'hui avez su faire vôtres ces qualités exemplaires pour accomplir les missions souvent périlleuses et dangereuses qui vous étaient confiées.* »

Retrouvez l'intégralité du discours du général Jean-Paul Paloméros en cliquant sur le lien [ci-joint](#).

Sources : Sirpa air

## Création de la médaille de la sécurité intérieure

Zone Militaire, 31 mars 2012 – 12:20

« Mais, la reconnaissance des mérites ne s'arrête pas à la rémunération. J'ai demandé la création d'une médaille de la sécurité intérieure dont l'attribution soit directement et uniquement liée au mérite. Elle a naturellement vocation à être attribuée aux gendarmes comme aux policiers » avait déclaré Nicolas Sarkozy, en septembre 2003, alors qu'il était ministre de l'Intérieur.

Près de 9 ans plus tard, c'est désormais chose faite. En effet, [le décret n° 2012-424](#) publié dans le Journal Officiel du 30 mars, institue cette nouvelle décoration, qui concernera « l'ensemble des personnels relevant » de la Place Beauvau (donc les policiers ET les gendarmes) ainsi que les « personnels civils et militaires, professionnels ou volontaires, placés pour emploi sous l'autorité du ministère de l'Intérieur ». Seront donc notamment concernés les sapeurs pompiers de Paris, les marins-pompiers de Marseille ou encore les Unités d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile (UIISC).

En outre, elle pourra également être décernée aux policiers municipaux et à « toute personne, française ou étrangère, s'étant distinguée par une action relevant de la sécurité intérieure ».

Cette décoration aura trois échelons (bronze, argent et or) ainsi que des agrafes « créées par arrêté ministériel, portant des inscriptions définies par le ministre de l'Intérieur ».

D'après le texte, « la médaille, ronde, en bronze, argent ou or selon l'échelon, d'un module de 37 mm, présente à l'avant l'effigie de la Marianne avec la mention 'RF' » tandis que son revers portera la mention « ministère de l'Intérieur ». Elle sera « suspendue » à un ruban « bleu, blanc, rouge, en biseau » de 37mm « surmontant une couronne d'olivier et de chêne ». Et d'ajouter : « Le ruban de la médaille est agrémenté d'une palme pour l'échelon argent et d'une couronne de laurier pour l'échelon or ».

Enfin, le décret précise encore que « le retrait de la médaille de la sécurité intérieure peut être prononcé en cas de condamnation définitive pour un crime ou un délit, ou de sanction disciplinaire » ou de « comportement contraire à l'honneur et à la probité ».

## Guéant crée une médaille pour réconcilier flics et gendarmes

**François Krug**, *Mis à jour* le lundi 2 avril 2012 à 19h30

Claude Guéant et un policier motard à Marseille, le 5 mars 2012 (Philippe Laurenson/Reuters)



Le ministère de l'Intérieur pourra désormais attribuer une médaille « de la sécurité intérieure ». Une promesse faite par Nicolas Sarkozy en 2003, pour mettre fin aux jalousies entre les policiers et les gendarmes. A l'époque, elle avait été retoquée... parce qu'il existait déjà trop de décorations !

Cette nouvelle médaille récompensera non seulement les fonctionnaires de la police nationale et les gendarmes, mais aussi les policiers municipaux, les pompiers et, même,

« toute personne, française ou étrangère, s'étant distinguée par une action relevant de la sécurité intérieure ».

Voici à quoi ressemble l'objet, selon [le décret](#) publié ce vendredi au Journal officiel :

« La médaille, ronde, en bronze, argent ou or selon l'échelon, d'un module de 37 mm, présente à l'avant l'effigie de la Marianne avec la mention "RF".

Le revers porte la mention "ministère de l'Intérieur".

La médaille est suspendue à un ruban de 37 mm surmontant une couronne d'olivier et de chêne. La couleur du ruban est bleu, blanc, rouge, en biseau. »

L'idée ne vient pas de Claude Guéant, mais d'un de ses prédécesseurs, un certain Nicolas Sarkozy. [En septembre 2003](#), celui-ci promettait aux policiers et aux gendarmes que leurs efforts seraient mieux reconnus, grâce à des primes et... « la création d'une médaille de la sécurité intérieure ».

### **Les gendarmes plus décorés que les policiers**

Cette breloque devait surtout calmer la rivalité entre la gendarmerie et la police, au moment où la première rejoignait la seconde [sous l'autorité unique de l'Intérieur](#). Chaque camp jalousait les avantages de l'autre.

Les gendarmes conservaient le statut militaire, et enviaient donc la liberté des policiers. Et les policiers, eux, avaient justement noté que ce statut donnait aux gendarmes... plus de chances d'obtenir une décoration.

Prenons les deux plus prestigieuses, la Légion d'honneur et la médaille du Mérite. Elles sont distribuées [en deux « contingents »](#) :

- **le premier** est réservé à la Défense, et c'est sur ce stock que sont décorés les gendarmes ;
- **le second** est partagé entre tous les autres ministères, ce qui limite les chances des policiers.

Imaginez donc : en 2007, selon un rapport destiné à organiser [« la parité globale »](#) dans les forces de l'ordre, les gendarmes avaient été quatre fois plus nombreux à obtenir la Légion d'honneur, et six fois plus à recevoir le Mérite !

Mettez-vous à la place des policiers : comment cohabiter avec de nouveaux collègues aussi gâtés ? Surtout qu'une fois le stock de Légions d'honneur et de médailles du Mérite épuisé, l'injustice continue :

- **les policiers** peuvent recevoir la [médaille d'honneur de la police nationale](#) ;
- **les gendarmes** peuvent obtenir la [médaille de la gendarmerie nationale](#), mais aussi, toujours grâce à leur statut, la [médaille militaire](#), la [croix de la valeur militaire](#) et la [médaille de la défense nationale](#).

Malgré la promesse de Nicolas Sarkozy, les policiers ne voyaient toujours rien venir. En 2008, le député UMP Patrick Beaudouin s'était fait leur porte-parole, en adressant [une question écrite](#) à la ministre de l'Intérieur de l'époque, Michèle Alliot-Marie :

« Les policiers sont aussi sensibles que les gendarmes aux décorations, ordres et médailles, qui traduisent la reconnaissance de leur travail et de leur mérite. »

La réponse de la ministre n'allait pas apaiser les états d'âme des policiers. Ils devaient oublier la promesse de Nicolas Sarkozy :

« Il n'est pas envisagé, par ailleurs, de créer une médaille de la sécurité intérieure, dont le principe a été rejeté par la grande chancellerie de la Légion d'honneur en 2004. »

### « Revaloriser la notion de décoration »

La grande chancellerie a [pour mission](#), notamment, de veiller « à la cohérence du système français de décorations ». Pourquoi le projet a-t-il été rejeté en 2004... et pourquoi a-t-il pu finalement aboutir en 2012 ?

On a bien une petite idée de la première réponse. En 2010, Brice Hortefeux avait en effet fourni des détails instructifs en réponse à une autre [question écrite](#) d'un député UMP, Jean-Yves Bony.

Celui-ci suggérait la création d'une médaille de la « sécurité civile », destinée aux pompiers et aux secouristes. Brice Hortefeux lui répondait que l'Intérieur avait bien étudié le projet... et avait dû y renoncer :

« Le grand chancelier a répondu qu'il n'était pas favorable à ce projet, faisant valoir, d'une part, que la réforme des récompenses nationales conduite en 1962 par le président de la République avait pour objet premier de simplifier et clarifier le système des décorations officielles, ceci afin de revaloriser la notion de décoration, en limitant non seulement le nombre de personnes décorées, mais aussi en réduisant le nombre des décorations elles-mêmes.

D'autre part, le grand chancelier a fait observer que le ministère de l'Intérieur dispose de plusieurs médailles d'honneur. »

Aucun interlocuteur n'était disponible à la grande chancellerie, vendredi, avant la mise en ligne de cet article. Ce lundi, le secrétaire général adjoint, François Tisné, nous a assuré qu'il n'y avait « pas de rapport » entre la création de la médaille de la sécurité intérieure et la rivalité entre gendarmes et policiers.

Si la grande chancellerie a finalement accepté cette nouvelle médaille, c'est parce que Claude Guéant a pris les engagements nécessaires :

« Notre position permanente est qu'on peut créer des décorations nouvelles s'il y a un secteur d'activité qui manque de récompenses, et si on essaie d'en supprimer d'autres. Cela doit s'accompagner d'une simplification du système de décorations, et le ministre actuel s'y est engagé. »

La création d'une médaille de la sécurité intérieure ne risquerait donc plus de dévaloriser « la notion de décoration ». En revanche, elle va bien augmenter « le nombre de personnes décorées » : [l'arrêté publié par Claude Guéant ce vendredi prévoit 2 000 bénéficiaires rien qu'en 2012.](#)

## La Mairie de Paris dépose un recours en justice contre le chantier du Pentagone français

Zone Militaire, 3 avril 2012 – 12:37

Lors de ses vœux de début d'année, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, avait prévenu. « Il n'y aura pas de Pentagone, je m'y opposerai de toutes mes forces, s'il n'y a pas notamment ces 500 logements. Ce serait un crime pour Paris que de faire ce ministère de la défense en sacrifiant 500 logements indispensables à Paris et au XVe arrondissement », avait-il déclaré, le 5 janvier dernier.

Initialement, et selon le Plan Local d'Urbanisme (PLU), la Mairie de Paris avait prévu de construire un garage pour les autobus de la RATP sur une partie du site du chantier du futur Pentagone français, qui doit accueillir le ministère de la Défense ainsi que les états-majors d'ici 2014 afin de libérer l'emprise de la Croix-Nivert sur laquelle il était question de construire 500 logements.

Seulement, en septembre 2011, le ministère de la Défense a lancé une procédure de déclaration de projet, laquelle permet de modifier le PLU pour des chantiers d'intérêt général, comme peut l'être celui du Pentagone français sur le site de Balard, dans le XVe arrondissement de la capitale.

En février, et à l'issue d'échanges musclés entre la majorité municipale et son opposition, le Conseil de Paris a voté une résolution hostile au projet du Pentagone français, lequel est par ailleurs emblématique des réformes engagées au sein du ministère de la Défense depuis 2008.

Mais quelques jours plus tard, le préfet de Paris et de la région Île-de-France [a signé les permis de construire](#) concernant le bâtiment principal du « Balardgone », les immeubles de bureaux ainsi que la rénovation de la Cité de l'Air. A partir de ce moment-là, le maire de la capitale avait deux mois pour déposer éventuellement un recours pour s'y opposer.

Et c'est ce qu'il vient de faire, ce 3 avril, en saisissant le tribunal administratif. « La Ville de Paris a déposé (...) un recours contre l'arrêté de modification du PLU et le permis de construire délivré par l'Etat » a-t-elle annoncé dans un communiqué. « Au-delà de son impact sur la requalification du site de la Croix-Nivert, cette modification du Plan local d'Urbanisme et ce permis de construire comportent de nombreux vices de forme et de fond » a-t-elle encore estimé, tout en déplorant « l'absence d'enquête publique prévue par la loi Bouchardeau » et un « non respect du SDRIF (schéma directeur de la région Île de France) ».

Ce recours n'étant pas suspensif, les travaux peuvent donc continuer. Seulement, [et d'après Le Figaro](#), en vertu du contrat signé avec le groupement Opale, le prestataire désigné pour mener ce chantier dans le cadre d'un Partenariat Public Privé, l'Etat a 45 jours pour examiner les conséquences possibles de ce recours et décider de suspendre ou non l'opération en cours.

**Manœuvre retardatrice?** Le PS espère ainsi ralentir le chantier. On se souviendra que le candidat Hollande, sans remettre en question le projet et le contrat, a annoncé qu'il ferait effectuer un audit sur Balard. Un audit de plus qui, lui aussi, n'aura rien de suspensif.

**Du "politicien" dans l'air?** Selon un élu UMP du XVI<sup>e</sup>, David Alphan, "Delanoë perd de vue l'intérêt national" et "ce recours est en réalité un recours anti-Fillon à Paris, le maire s'affole", allusion aux ambitions parisiennes du Premier ministre qui se présentera en juin aux législatives, dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la capitale.

## Pentagone français : La mairie de Paris saisit la justice



**Vue du futur site de Balard**  
crédits : MINISTERE DE LA DEFENSE

04/04/2012

La Ville de Paris a annoncé qu'elle avait saisi le tribunal administratif contre le permis de construire délivré par l'Etat dans le cadre du projet de nouveau ministère de la Défense. Le « Pentagone français », comme on l'appelle, doit être construit sur le site de Balard, dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de la capitale. La mairie conteste, notamment, que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ait été modifié par arrêté préfectoral dans le cadre du projet. Ainsi, elle réclame qu'un dépôt de la RATP soit intégré au site de Balard - opération qui selon elle était prévue dans le cahier des charges initial - afin que l'actuel garage à bus de la Croix Nivert, situé à proximité, puisse être comme prévu déménagé et remplacé par 500 logements. « Cette modification du Plan local d'urbanisme et ce permis de construire comportent de nombreux vices de forme et de fond, dus à la précipitation de l'Etat à engager l'opération Balard », affirme la Ville de Paris, qui critique la gestion du dossier : « En dépit des demandes répétées de la ville et des promesses réitérées de l'Etat, depuis plus d'un an, celui-ci n'a à aucun moment cherché à rendre compatible son projet de Pentagone avec la réalisation de ce garage à bus ».

Pour mémoire, la réalisation et l'exploitation du futur ministère de la Défense ont été attribuées l'an dernier à un groupement emmené par Bouygues, les nouveaux immeubles devant être livrés à partir de septembre 2014.

# CEMA : visite de l'amiral Guillaud sur l'exercice interarmées Nawas

Mise à jour : 05/04/2012 11:52

Le mercredi 28 mars 2012, l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) s'est rendu sur le site DGA Essais de Missiles des Landes pour assister à la phase finale de l'exercice *Nawas* 2012.



Sous la supervision de la cellule interarmées de la défense sol-air (CIDSA) veillant depuis 2006 à la cohérence du domaine sol-air, cet exercice marquait une phase importante du transfert par l'armée de terre à l'armée de l'air de la défense sol-air moyenne portée (SAMP). Jusqu'à présent, cette « défense d'unités terrestres en mouvement » était l'apanage des unités de l'armée de terre équipées du système d'armes *HAWK*, qui sera retiré du service le 1er juin 2012. Avec le système d'armes *MAMBA* (tirant le missile *ASTER 30*), l'armée de l'Air,

jusqu'alors surtout rôdée dans la défense de points statiques, va prendre cette capacité à son compte.

Initié en 2005 par l'armée de terre, l'exercice *Nawas* devient le rendez-vous incontournable de la défense surface-air. Cette année en particulier, il revêt une ampleur inédite en raison des moyens engagés par les trois armées, avec la participation de près de 1500 hommes et de la frégate de défense Aérienne (FDA) *Chevalier Paul*.

Après une phase en terrain libre entre Narbonne et Biscarosse, l'exercice s'est terminé par une campagne de tir de 66 missiles en moins d'une semaine. L'amiral Guillaud a ainsi assisté à des tirs de missiles moyenne portée *ASTER*, mais également à des tirs de *MISTRAL*. Le contrat de défense sol-air très courte portée (SATCP) de type *MISTRAL* a été repris dans son intégralité par l'armée de terre depuis 2010.

L'amiral Guillaud a souligné la parfaite complémentarité interarmées de la défense sol-air, l'exercice *Nawas* ayant permis aux unités des trois armées la mise en œuvre coordonnée de leurs moyens de surveillance, de détection et d'engagement d'un ennemi aérien.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Visite du chef d'état-major de l'armée de l'air allemande

Mise à jour : 05/04/2012 18:49

Mercredi 4 avril 2012, le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air, a rencontré son homologue le général Aarne Kreuzinger-Janik de la Luftwaffe (armée de l'air allemande), sur la cité de l'air et base aérienne 117 de Balard. Les honneurs militaires ont été rendus par un dispositif constitué de la Musique de l'air et d'un détachement de onze aviateurs en armes.



Le général Paloméros a tenu à inviter le général Kreuzinger-Janik, avec lequel il entretient de bonnes relations, avant son départ à la retraite. En effet, à partir du 30 avril 2012, le CEMAA allemand laissera sa place à son successeur le général Karl Müllner.

La visite a été l'occasion pour les deux CEMAA de faire un point sur les coopérations en cours. Actuellement, les deux armées de l'air travaillent étroitement dans les domaines de l'A400M, de

l'espace, des drones, des hélicoptères et de l'appui aérien.



Droits : © armée de l'air

## ALINDIEN : DIMDEX 2012, le rendez-vous des marines du monde entier

Mise à jour : 04/04/2012 16:31

Du 26 au 28 mars 2012, le vice-amiral Marin Gillier, commandant de la zone maritime Océan Indien (ALINDIEN) a participé au Salon DIMDEX 2012, à Doha, au Qatar.



Le 25 mars 2012, veille de l'ouverture du Salon, le vice-amiral Marin Gillier, a accueilli le ministre de la Défense et des anciens combattants, Monsieur Gérard Longuet, à bord de la frégate antiaérienne *Cassard*, en escale à Doha. Le ministre s'est adressé à l'équipage, déployé pour plusieurs mois dans l'océan Indien et l'a félicité pour son travail.

Le lendemain, le ministre et ALINDIEN ont participé à la cérémonie d'ouverture du salon, en présence du Prince héritier et vice-ministre de la Défense du Qatar, sheikh Tamim Bin Hamad Al-Thani. Outre les stands des grands industriels français, une conférence était organisée sur le thème de l'importance stratégique de la sécurité maritime dans le cadre de la protection de l'économie globale. ALINDIEN a eu l'occasion de partager avec les autres participants les vues françaises sur ce sujet en intervenant sur l'importance de la coopération navale pour apporter une

réponse à l'insécurité en mer.

Le 28 mars 2012, ALINDIEN a rencontré, en marge du Salon, des autorités militaires qatariennes, dont le directeur du haut comité mixte franco qatarien, le général Jassem al-Sulaithi.

Organisé tous les deux ans, le salon DIMDEX constitue une plateforme d'échanges et un rendez-vous incontournable non seulement des forces navales de la région mais également du monde entier : de la Mauritanie à l'Australie, des Etats-Unis au Pakistan, en passant par le Maroc, l'Inde, la Grande Bretagne sans oublier les pays arabes du golfe arabo-persique, elles ont été représentées par leurs plus hautes autorités militaires.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Du Mali à la Libye, la recomposition de l'Afrique sahélo-saharienne est en cours

Theatrum Belli, |lundi, 02 avril 2012

Au Mali, après Gao, Tombouctou, la "cité mystérieuse" qui fit tant rêver les explorateurs du XIXe siècle, semble désormais à la portée des combattants touaregs.



Sans une intervention étrangère de dernière heure, on ne voit pas comment la ville pourrait leur échapper. Toute la rive nord du fleuve Niger sera donc entre leurs mains. L'actuel conflit a débuté le 17 janvier 2012, à Menaka et dans la région de Kidal, les Touaregs revendiquant l'autodétermination et l'indépendance, leur guerre étant destinée à "libérer le peuple de l'Azawag de l'occupation malienne".

Plus à l'Est, en Libye, dans les régions de Sebha et de Koufra, les combats meurtriers entre les Toubou et les tribus arabes ont repris le 26 mars et les Toubou revendiquent désormais, eux aussi, un État indépendant. Comme la moitié de l'ethnie toubou vit au Tchad où elle est connue sous le nom de Goranes, les actuels événements risquent d'y rallumer par contagion une autre guerre, interne celle là, entre les Toubou-Goranes et les Zaghawa qui sont au pouvoir à N'Djamena.

Voilà le double résultat de l'intervention franco-otanienne en Libye. Le président tchadien Idriss Déby Itno avait vu juste quand il avait mis en garde Paris, affirmant qu'elle allait déstabiliser toute une région aux fragiles équilibres.

Face à cette situation, qu'est-il possible de faire ?

Pour le moment, au Tchad, le président Déby a la situation sous contrôle, mais il ne peut pas laisser les Toubou de Libye se faire massacrer au risque de voir les Toubou-Goranes échapper à son autorité.

Au Mali, l'alternative est simple :

- Soit nous laissons le cours de la longue histoire reprendre son déroulé et nous admettons la réalité qui est que le Mali n'a jamais existé et que les Touaregs ne veulent plus être soumis aux Noirs du Sud. Dans ce cas, nous entérinons le fait accompli séparatiste et nous veillons à ce que les Touaregs qui auront obtenu ce qu'ils demandaient deviennent nos alliés dans le combat contre Aqmi.

- Soit, de concert avec les États de l'Ouest africain, nous intervenons militairement contre les Touaregs pour reconstituer une fiction d'État malien et nous jetons ces derniers dans les bras d'Aqmi avec tous les risques de contagion qu'une telle politique implique.

### Bernard LUGAN

Universitaire africaniste, Bernard Lugan aborde les questions africaines sur la longue durée en partant du réel, à savoir la Terre et les Hommes. Pour lui, il convient de parler des Afriques et non de l'Afrique, et des Africains, donc des peuples et des ethnies, et non de l'Africain, terme aussi vague que réducteur. Après plus de trente années d'expériences de terrain et d'enseignement universitaire en Afrique, il fut notamment professeur durant dix ans à l'université nationale du Rwanda, il mène actuellement des activités multiples : édition d'une revue africaniste diffusée par internet ([www.bernard-lugan.com](http://www.bernard-lugan.com)), direction d'un séminaire à l'École de Guerre, conseil auprès de sociétés impliquées en Afrique. Il est également expert pour l'ONU auprès du TPIR (Tribunal International pour le Rwanda) qui siège à Arusha, en Tanzanie

## Alain Juppé exclut l'idée d'une intervention militaire française au Mali

Zone Militaire, 2 avril 2012 – 15:11

Le 22 mars dernier, [un coup d'Etat militaire](#) déposait le président malien en exercice, Amadou Toumani Touré, à quelques semaines d'une élection présidentielle. Le motif avancé par les putschistes, avec à leur tête le capitaine Amadou Sanogo, était que le pouvoir en place était incapable de lutter efficacement contre les rebelles touaregs du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), qui, aidés par des combattants revenus de Libye les bras chargés d'armes ainsi que par les islamistes d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du groupe Jamâa Ansar dine, infligeaient alors revers sur revers à l'armée malienne dans le nord du pays.



Seulement, ce coup d'Etat, condamné par la communauté internationale, a précipité les événements. Ainsi, au cours de ces trois derniers jours, la rébellion touareg a opéré une avancée fulgurante en s'emparant successivement des villes de Kidal, Gao, siège de l'état-major de l'armée régulière pour le nord du Mali, puis celle de Tombouctou.

Ces succès ont été obtenus en partie grâce à la défection de certaines unités, dont celle du colonel Elhadj Ag Gamou, qui, bien que touareg, était jusqu'alors le chef de la garnison de Kidal. Reste maintenant à voir quelles décisions va prendre le MNLA, maintenant qu'il a atteint tous

ses objectifs militaires, lesquels doivent permettre d'obtenir l'indépendance de l'Azawad.

En attendant, le Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État (CNRDRE) – la junte désormais au pouvoir à Bamako – n'a plus trop le choix s'il veut rompre son isolement international provoqué par ses premières décisions. « Compte tenu de la situation de crise », le capitaine Sanogo a ordonné, le 1er avril, le rétablissement de la Constitution qu'il avait suspendue, ainsi que les institutions du pays. Il s'agit pour le chef putschiste d'éviter tout blocus diplomatique et financier de la part de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et d'espérer une éventuelle aide militaire.

Quoi qu'il en soit, la France, qui soutient « à 100% les initiatives de la Cédéao », n'est pas disposée à s'impliquer militairement dans cette crise. Son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, l'a affirmé à l'occasion d'un déplacement à Dakar, ce 2 avril. En revanche, une aide logistique ne serait pas exclue.

« La situation est dangereuse, c'est la raison pour laquelle j'ai demandé à nos ressortissants dont la présence n'est pas indispensable de quitter » le territoire malien, a expliqué Alain Juppé. « Nous pouvons aider sur le plan logistique ou la formation mais il n'est pas question de mettre des soldats sur le sol du Mali » a-t-il ajouté.

« Il faut d'abord travailler sur le plan politique pour que l'ordre constitutionnel soit rétabli » a encore estimé le patron du Quai d'Orsay. « Ensuite il y a la question militaire, puisqu'il semble que l'offensive touareg se déplace vers le sud » a-t-il poursuivi. « Le volet militaire mérite une concertation plus approfondie, il appartient à la Cédéao d'en décider » a-t-il indiqué.

Et le problème réside justement dans l'influence que les groupes armés salafistes peuvent avoir au sein du MNLA. Et Alain Juppé s'en est inquiété. « Il semble que cette fraction islamiste/jihadiste extrémiste (pléonasme!, ndlr) soit en train de prendre le dessus parmi les différentes factions touaregs » a-t-il admis. Et le fait qu'AQMI détient 6 otages français dans le Sahel « nous désigne explicitement comme une cible », a-t-il estimé.

## Mali: la CEDEAO donnerait un coup de main au MNLA contre les islamistes

Ligne de défense, 04.04.2012

L'alliance objective entre les touaregs laïcs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), les islamistes d'Ansar Dine ("Défenseur de la foi") du vieux chef touareg Iyad Ag Ghaly, et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, un groupe dissident d'Aqmi dirigé essentiellement par des Maliens et des Mauritaniens, va-t-elle tenir ?

Africains et Occidentaux espèrent que ces trois forces antigouvernementales, une fois atteint leurs objectifs territoriaux, vont s'entre-déchirer, au détriment des islamistes bien sûr.

Depuis mardi, une petite délégation d'émissaires burkinabés et mauritaniens, accompagnée de deux experts militaires selon une source burkinabée, est à Gao auprès du MNLA. Objectif : convaincre les sécessionnistes touaregs que la partition du Mali leur est acquise en échange d'un grand coup de torchon. Washington, qui maintient au Mali plus d'une centaine de commandos du 19e groupe des forces spéciales (déployés dans le cadre de l'exercice *Atlas Accord*), aurait donné son feu vert.

## Crise au Mali : quels enjeux pour la France ?

Affaires stratégiques, 4 avril

## Réponse de Philippe Hugon, directeur de recherche à l'IRIS



L'Etat français est directement concerné par les évolutions au Nord Mali, principalement par le biais de ses ressortissants détenus au Sahel, largement oubliés par la campagne présidentielle. Le Mali est un pays francophone, membre de la zone Franc et ayant des accords de coopération militaire avec la France. De plus, la coopération décentralisée mise en place entre les deux pays a créé des intérêts économiques pour la France dans la région. Autre exemple de ces liens, les immigrés maliens constituent l'une des premières communautés africaines en France. Certains vont même jusqu'à qualifier la ville de Montreuil de « première ville du Mali » en terme de population. Face au risque grandissant, les 5000 ressortissants français qui habitent au Mali ont été priés de quitter le pays provisoirement. Il s'agit actuellement d'une des zones les plus vulnérables de la planète pouvant conduire à une situation proche de celle de la Somalie ou de l'Afghanistan.

Alors que la France a de nombreux intérêts politiques, miniers, linguistiques dans le pays, Serge Michailof (*Le Monde.fr*, 29 mars) nous rappelle que l'aide affectée au monde rural des 5 pays francophones du Sahel s'élève en moyenne à 14 millions euros par ans, soit 1,4 millième de l'aide officielle et 2,3 millième de l'aide effective tenant compte des mesures en trompe l'œil. Ces chiffres montrent avec évidence que l'aide demeure affectée en fonction d'intérêts diplomatiques et économiques défendus par le ministère des Finances. Ce dernier privilégie un soutien à l'aide multilatérale ou militaire pour palier au coût des interventions par exemple en Lybie. Les priorités énoncées par la politique d'aide française ne sont conformes ni aux intérêts des populations africaines ni aux enjeux stratégiques pour la France. Au lieu d'anticiper les facteurs crisogènes, les interventions se font post-conflits par le biais de l'aide humanitaire et par les interventions diplomatiques et ou militaires.

Un plan Marshall pour le Sahel préconisé par Serge Michailof pourrait être mis en œuvre. Il ne peut être efficient qu'en étant lié au réinvestissement des ressources nationales vers les zones fragiles. Ce plan devra tenir compte des équilibres complexes entre la soutenabilité écologique et la prise en compte de l'environnement, l'équité sociale et la compréhension des structures sociales, l'efficacité économique et les soutiens au tissu économique. Il faut ainsi s'appuyer sur les savoirs locaux et sur les acteurs ayant une connaissance intime de la nature mais ayant besoin de mobilité et d'accessibilité à l'eau. Une politique alternative d'aide humanitaire doit s'attaquer aux racines de ces crises, répondre aux attentes des jeunes et sauvegarder l'environnement. Cela passera entre autre par le développement de l'enseignement et de la santé. Elle suppose d'agir par des programmes de grande ampleur, mobilisant les bailleurs de fonds qui favoriseront un effet de levier de l'aide française mais également les autorités locales et leurs acteurs (ONG, collectivités territoriales, acteurs privés...). Les actions humanitaires et la coopération décentralisée ne sont pas aisées dans un monde insécurisé et la première nécessité concerne l'appui aux réfugiés dans les camps des pays voisins. La coopération décentralisée doit évidemment, en situation de conflits, s'appuyer davantage sur les cadres locaux et agir à distance. Cela se fera au travers des réseaux d'information, d'envoi de fonds et d'enseignement, qui auront pour rôle d'inciter à l'élaboration des projets entre secteur privé, collectivités territoriales et ONG. La reprise des projets de développement et des actions de l'administration territoriale est aujourd'hui en jeu.

Les solutions militaires sont toujours vouées à l'échec si elles ne s'attaquent pas aux causes profondes des conflits armés. Une réorientation de l'aide française et une politique de développement dans les zones les plus marginalisées semble urgente. Il importe que les candidats à l'élection présidentielle française se prononcent clairement sur leurs positions et

propositions face à ces risques même si les enjeux internationaux sont largement absents de la campagne.

## Les armées aux abonnés absents des "Propositions" et "Lettre aux Français" du président-candidat

Ligne de défense, 06.04.2012

La fièvre qui me tient depuis hier me joue des tours. Et altère ma concentration. Après avoir écouté jeudi après-midi, tant bien que mal, la prestation télévisuelle de Nicolas Sarkozy, j'ai eu l'impression de manquer quelque chose. Mais dans mon état à tendance comateuse, j'ai préféré attendre ce matin et vérifier que je m'étais bien trompé.

Las! et ce n'est pas ce qui va arranger mon état: pas un mot dans [les propositions](#) du candidat président sur la "défense", les "armées" ou tout simplement "l'armée".

A croire que le thème n'est que "bilan" et surtout pas "perspectives". D'ailleurs, on retrouve bien sur le site du candidat à la page "bilan" une entrée "[défense nationale](#)".

J'ai relu, ensuite, la [lettre aux Français](#). L'armée y est citée deux fois pages 4 et 5 en référence aux événements de Toulouse et Montauban; les "armées" sont aux abonnés absents de cette lettre; le terme "défense" apparaît une fois (mais dans un conteste pénal). Les absents ayant toujours tort, ça n'augure rien de bon pour nos armées si le Président est réélu.

Ce n'est pas ça qui va faire baisser ma fièvre....

## Jean-Luc Mélenchon souhaite le retrait total de la France de l'Otan

***Le candidat du Front de Gauche plaide pour une défense "souveraine et altermondialiste"***  
[http://www.dailymotion.com/video/xpvina\\_intervention-de-jean-luc-melenchon-sur-la-defense\\_news#from=embediframe](http://www.dailymotion.com/video/xpvina_intervention-de-jean-luc-melenchon-sur-la-defense_news#from=embediframe)

Le candidat du Front de Gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon souhaite une "*défense souveraine et altermondialiste*", comme il l'explique dans la Revue de la Défense Nationale, dans un entretien avec le mensuel DSI et lors d'une récente conférence.

Mélenchon demande "*la sortie de la France du commandement intégré de l'Otan, préalable son retrait de l'Alliance atlantique*". C'est, reconnaît-il, un "*point de désaccord complet*" avec le Parti socialiste et de François Hollande. Celui-ci ne souhaite pas "remettre en question" la réintégration décidée par Nicolas Sarkozy, mais demande une "*véritable évaluation*" du rapport coût/bénéfice afin de "*prendre les décisions conformes aux intérêts de la France*".

Sur la dissuasion nucléaire, Jean-Luc Mélenchon a une position moins radicale : "*elle demeure l'élément essentiel de notre stratégie de protection*", mais elle doit "*être dépassée à terme*". Il se

prononce pour "*supprimer la composante aérienne*" qu'il juge "*obsolète*".

Le candidat du FG souhaite le retrait total des troupes françaises d'Afghanistan. Il estime que "*le budget consacré à la défense doit être stabilisé*" - en clair qu'il ne doit pas baisser. Partisan d'une "*armée citoyenne*", il rappelle que la conscription est "*seulement suspendue*" sans se prononcer sur le rétablissement d'une forme de service militaire obligatoire. Enfin, il souhaite le retour de la Gendarmerie au ministère de la Défense.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 4 Avril 2012 à 15:38

## Cinq candidats parlent défense dans la RDN; un seul parle du mythique 2e porte-avions

Ligne de Défense, 02.04.2012

Les Cahiers de la revue *Défense nationale* d'avril 2012 sont consacrés à la présidentielle et cinq des dix candidats (F. Bayrou, F. Hollande, M. Le Pen, J.L. Mélenchon et N. Sarkozy) y présentent leurs engagements pour la Défense (cliquer [ici](#) pour voir l'acheter en ligne).

La lecture de leurs contributions confirme les positions des uns et des autres, ainsi que la légitimité des critiques qui ont été émises sur ces programmes.



J'ai recherché ce que ces cinq candidats pouvaient bien avoir à dire sur un « serpent de mer » : le second porte-avions ! C'était un engagement de Jacques Chirac, une promesse de campagne du candidat Sarkozy en 2007. « La question du deuxième porte-avions se posera ; la date a déjà été fixée, en 2012 », avait pronostiqué Hervé Morin, en août 2010.

Las, seule Marine Le Pen aborde la question dans sa contribution aux Cahiers :

### **Lancer la construction d'un deuxième porte-avions**

Je pense qu'il est indispensable, en outre, de lancer sans tarder la construction du deuxième porte-avions pour assurer la permanence à la mer du groupe aéronaval et donc sa crédibilité en matière de projection. Le porte-avions constitue un outil diplomatique mobile de premier ordre pour la prévention et la gestion des crises. Enfin, la permanence d'un porte-avions concrétise la vocation maritime de la France, de par ses intérêts outre-mer et l'étendue de son patrimoine maritime.

Les quatre autres candidats n'abordent pas cette question (pas plus ici qu'ailleurs). L'UMP dans ses Propositions avait pourtant précisé: "Les contraintes budgétaires actuelles empêchent de se prononcer sur un échéancier précis. Toutefois, la construction d'un 2ème porte-avion reste un objectif pour notre Défense ». On verra lorsque le candidat Nicolas Sarkozy présentera son programme (normalement cette semaine) s'il reparle du frère du *Charles-de-Gaulle*.

Pour rompre le silence, voici un florilège de déclarations de responsables militaires et politiques sur le 2e PA (pas de quoi redonner le sourire aux tenants de ce *sister-ship*):

« Le CEMM aimerait sans doute avoir un deuxième PA, mais le CEMM doit avoir conscience des réalités budgétaires pour ne pas déséquilibrer les comptes de la France. Si un deuxième PA signifie sacrifier un pan de notre défense, il faudra être très vigilant. Je crois beaucoup au concept de boîte à outils dans la Marine – la polyvalence de nos bâtiments. Si on n'a que des marteaux pour taper fort, ça ne va pas résoudre tous les problèmes ». (Amiral Rogel, à *Var Matin*, 29 sept 2011)

« Un deuxième porte-avions serait le bienvenu mais l'équation budgétaire actuelle ne le permet pas ». (Amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées, lors de son audition par la Commission de la défense, le 5 octobre 2011)

« Après avoir été un ardent défenseur du deuxième porte-avions, convaincu qu'il est indispensable pour assurer une permanence à la mer, j'ai revu ma position. Compte tenu du calendrier, nous ne parviendrons pas à avoir en même temps deux porte-avions ; le second ne sera opérationnel qu'en fin de vie du Charles de Gaulle. Dès lors, faut-il faire un effort financier conséquent pour un apport opérationnel aussi mesuré ? ». (Guy Tessier, président de la Commission de la défense nationale et des forces armées, le mardi 25 octobre 2011).

## **Demandez le programme ! L'Adefdromil prépare aussi les présidentielles.**

Article publié le 2 avril 2012

Nous avons préparé un document synthétisant les propositions les plus importantes soutenues par notre association.

D'autres sujets auraient mérité également d'être abordés.

Nous pensons ainsi au mauvais sort fait aux retraités modestes et aux pensionnés, à ceux qui sont victimes des essais nucléaires. Mais il n'était pas possible de rédiger un document exhaustif, afin de ne pas noyer nos interlocuteurs sous un flot de propositions.

Certains candidats nous ont prêté une oreille attentive. D'autres, comme par le passé, préfèrent nous ignorer, espérant que le vote des Français leur donnera raison.

Rappelons que l'Adefdromil reste à l'origine de plusieurs mesures telles que : l'attribution de la croix de chevalier de la Légion d'honneur aux camarades tués en opérations extérieures, la campagne double en Afghanistan...

Mentionnons aussi que nous nous sommes battus pour la suppression de la durée du PACS pour l'attribution de l'Indemnité pour Charges Militaires et les frais de déplacement. Ramener cette durée de trois ans à deux ans est une insulte au principe d'égalité et l'expression d'un mépris certain pour la condition militaire.

L'Adefdromil, comme toujours, sera heureuse de recevoir vos commentaires et vos suggestions.

Je vous en souhaite une très bonne lecture.

**Jacques BESSY, Président de l'Adefdromil**

[Lire le programme au format pdf](#)



[Propositions de l'Adefdromil – Elections présidentielles 2012](#)

## Les services de renseignement ne sont pas hors contrôle parlementaire



Photo (DR) : la DGSE à Paris

l'opposition.

La récente polémique, qui fleure bon la campagne... présidentielle, sur l'audition par les parlementaires des responsables des services de renseignement à propos de l'affaire Merah, ne doit pas faire oublier qu'il existe déjà une instance spécialisée : la délégation parlementaire au renseignement (DPR). Celle-ci est composée pour moitié de députés et de sénateurs, ainsi que d'élus de la majorité et de

Ses huit membres actuels sont Guy Teissier (UMP), qui la préside, Jean-Pierre Sueur (PS), Jean-Michel Boucheron (PS), Jacques Myard (UMP), Didier Boulaud (PS), Jean-Patrick Courtois (UMP), Jean-Louis Carrère (PS), Jean-Luc Warsmann (UMP).

Elle a été créée par une loi du 9 octobre 2007 - c'est-à-dire dans les premiers mois du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Le PS avait alors voté contre, souhaitant un contrôle plus important. Cette délégation a "pour mission de suivre l'activité générale et les moyens des services de

*renseignement placés sous l'autorité des ministres chargés de la sécurité intérieure, de la défense, de l'économie et du budget."* Ses travaux sont "couverts par le secret de la défense nationale". Son dernier [rapport public](#) date de 2010.

Contrairement à une idée reçue, les services de renseignement sont favorables à un renforcement du contrôle parlementaire. Ainsi, lundi 2 avril, le directeur de la DGSE expliquait que *"le renseignement doit être (...) inscrit dans l'Etat de droit et contrôlé par le Parlement et les différentes autorités administratives indépendantes. Il ne peut y avoir, dans une démocratie, de services de renseignement qui ne soient encadrés et portés par les valeurs de la République. Le contrôle de notre Service par les élus de la République est non seulement nécessaire, mais il conduit à une protection toujours plus pertinente et efficace des intérêts fondamentaux de la Nation."* Ce ne sont pas des formules de politesse. S'ils le pouvaient, les parlementaires membres de la DPR témoigneraient du fait que les "services" leur en disent souvent plus que ce que les textes ne prévoient, notamment sur les opérations... Question de confiance.

Evidemment, les élus sont soumis au secret-défense et ne peuvent donc pas rendre publiques les informations classifiées dont ils ont connaissance. C'est une limite, non au contrôle démocratique en lui-même, mais à la transparence de celui-ci.

Imaginons simplement la situation contraire : les parlementaires auraient le droit de divulguer les informations fournies par les services. De deux choses l'une : ou les services s'arrangeront pour ne plus rien dire aux élus, ou les services ne seront plus informés par leurs sources - de crainte de se voir démasquer. Ce qui dans certains cas et dans certains pays peut-être une question de vie ou de mort. Par ailleurs, les grands services alliés (Américains et Britanniques notamment) ne communiqueraient plus autant avec leurs homologues français... Les Allemands en savent quelque chose.

C'est la raison pour laquelle les "services" redoutent plus l'action des juges que celle des élus de la République. L'expérience montre en effet que le secret de l'instruction n'est pas aussi strictement respecté que le secret-défense...

Le renseignement a besoin du secret. Il ne faut simplement pas en abuser et on peut imaginer une amélioration des procédures et des pouvoirs de la DPR. Sans perdre de vue qu'une démocratie majeure doit faire confiance à ces élus. Ils sont, rappelons-le, issus autant de la majorité que de l'opposition.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 5 Avril 2012 à 09:54

## Une conf. qui saute

Drôle d'ambiance, autour des auditions parlementaires des directeurs de service de renseignement sur l'affaire Merah. Après avoir refusé l'audition au sénat au motif de la réserve électorale, les directeurs sont finalement entendus ce matin par la délégation parlementaire au renseignement (ce qui est logique), à l'assemblée nationale. Le président de la commission de défense (UMP) avait prévu d'en évoquer les grandes lignes avec la presse, lors d'une conférence qui a été une fois changée d'horaire.

Ce matin, elle a été tout bonnement remplacée par un communiqué de presse. A moins que lui

aussi ne saute.

Actualisé : la délégation parlementaire au renseignement diffuse à l'instant ce communiqué, un modèle du genre. " *Ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire Merah » donne aujourd'hui lieu à un débat sur le rôle et l'organisation de nos services de renseignement. Au cours d'une audition de 2 heures 30 de l'ensemble des Directeurs centraux et du coordonnateur national du renseignement, la Délégation parlementaire au renseignement, seule instance compétente pour le suivi de l'action des services, a eu à en connaître.*" Un grand moment de démocratie.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/04/2012 10:31:00 AM](#)

## Matignon aura à trancher le différend qui oppose la Défense et Bercy au sujet des futurs postes radio de l'armée

Zone Militaire, 5 avril 2012 – 16:19

Le Comité ministériel d'investissement de la Défense (CMI), qui aurait dû avoir lieu le 20 mars dernier avant d'être reporté à cause des événements de Toulouse, s'est finalement tenu le 4 avril. Et, selon l'édition de ce jour du quotidien économique « Les Echos », il a été pris la décision de notifier à Thales la première tranche d'un contrat portant sur [le remplacement des postes radios PR4G](#) actuellement utilisés par les forces armées françaises.

Ainsi, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, est passé outre les réserves exprimées par le ministère des Finances, lequel estime que notifier ce contrat – d'une valeur d'un milliard d'euros – n'est pas raisonnable étant donné la situation budgétaire et la proximité du premier tour de l'élection présidentielle.

Inscrit dans la Loi de Finances, ce programme de renouvellement des postes PR4G, appelé CONTACT (Communications numérisées tactiques et de théâtre) et basé sur la technologie « radio-logicielle », coûtera, au final 4 milliards d'euros. Il s'agit de doter les forces de systèmes permettant « une plus grande souplesse dans la gestion de l'interopérabilité » et offrant des « services haut débit étendus et normalisés au profit de tous les acteurs déployés en coalition sur les théâtres d'opérations. »

La première tranche permettrait d'acquérir les premiers milliers de postes CONTACT pour 750 millions d'euros. En outre, Thales serait prêt à prendre à sa charge les 250 millions d'euros de frais de développement. Mais là encore, Bercy estime que le groupe d'électronique pourrait faire un effort supplémentaire, d'autant plus que ce contrat lui mettrait le pied à l'étrier pour viser d'autres marchés à l'exportation, étant donné qu'il y a 150.000 PR4G en service dans 43 pays à remplacer.

Comme les positions du ministre de la Défense et de celui des Finances sont inconciliables, il reviendra alors au Premier ministre, François Fillon, de trancher la question. Et pour cela, Matignon dispose d'un peu plus d'un mois, voire même moins si l'on considère qu'aucune décision importante ne sera prise entre les deux tours de l'élection présidentielle.

## Le développement durable est aussi l'une des priorités des militaires

Dans l'esprit de beaucoup de personnes, l'armée et la défense de l'environnement ne font pas bon ménage. Il suffit de penser à ce qu'il reste dans l'imaginaire collectif de l'action des premiers militants écologistes contre l'extension du camp militaire du Larzac dans les années 1970.

Mais comme souvent, il ne faut jamais s'arrêter aux idées toutes faites. Car, justement, le ministère de la Défense [fait des efforts importants](#) en matière d'environnement. Propriétaire de 250.000 hectares de terrain en métropole, il a ainsi pris des mesures pour préserver la biodiversité en signant des accords avec différentes associations. C'est le cas pour la protection du gypaète barbu dans les Pyrénées où les aéronefs militaires sont amenés à éviter de survoler les zones où loge ce rapace en voie de disparition. Et des exercices de tirs ou des bivouacs peuvent être programmés en dehors des périodes de reproduction de certaines espèces.

Mais les efforts du ministère de la Défense visent surtout à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, développer les sources d'énergie renouvelable et veiller à limiter au maximum la pollution susceptible d'être générée par la « déconstruction » des navires de la Marine nationale.

Ainsi, même si les aviateurs ne sont pas partisans des éoliennes car elles peuvent avoir des incidences sur le fonctionnement des radars, il n'en reste pas moins qu'une partie de l'électricité de la base aérienne (BA) d'Istres est fournie par [plus de 15.000 m2 de panneaux photovoltaïques](#).

Autre exemple, la BA 705 de Tours. Là, c'est le bâtiment destiné à accueillir la Direction des ressources humaines de l'armée de l'Air (DRHAA) qui a été construit selon la norme Très Haute Performance Energétique (TPHE), laquelle fait notamment appel à des capteurs solaires, une isolation accrue des murs extérieurs ou encore à une double VMC très puissante. Le Pentagone à la française intégrera d'ailleurs lui aussi ces contraintes.

« Évidemment, tout n'est pas parfait dans les innovations mises en place dans ce bâtiment. Il y a des choses à perfectionner. Mais globalement elles nous ont permis de réaliser de véritables économies d'énergie. Dorénavant on s'inspire de ces nouveautés techniques, surtout en matière d'isolation, pour construire de nouvelles infrastructures ou pour rénover des bâtiments au sein de la base » explique, [sur le site du Ministère de la Défense](#), Bertrand Grinda, du service national d'infrastructure aéronautique.



Outre des systèmes pour économiser l'eau ou pour rationaliser les déplacements, la BA 705 met en oeuvre, depuis la fin de l'année 2009, des véhicules électriques conçus par la société EDRA. Le Pélican – tel est son nom – est un triporteur capable de transporter 200 kg de matériels pour les besoins de la Division ravitaillement du soutien unité (DSRU) qui l'utilise pour livrer des équipements aéronautiques sur la base. Un autre engin de même nature est aussi utilisé : le Goupil. Ce dernier équipe d'ailleurs la plupart des installations de l'armée de l'Air.

Le ministère de la Défense, dont les besoins énergétiques représentent la moitié de la consommation de l'Etat en la matière, a tout intérêt à prendre des mesures d'économies, y compris pour ses besoins opérationnels. En clair, moins l'on aura recours au pétrole, moins l'on en sera dépendant et plus la facture de carburant sera allégée. Ce qui sera appréciable en ces temps de disette budgétaire. Et qui plus est, cela réduira les risques pris pour ravitailler les troupes...

Et c'est ainsi que l'on parle désormais « d'éco-conception » des équipements militaires. « Prendre en compte les contraintes environnementales aujourd'hui, c'est éviter les problèmes opérationnels demain » résume l'ingénieur en chef de l'armement Xavier Grison. « Si on ne prend pas tout de suite en compte ces questions environnementales pour un équipement, demain on aura des problèmes. Soit on n'aura pas le droit de l'utiliser, soit on ne pourra plus fabriquer, soit il faudra payer un développement de solution de rechange. C'est de toute façon notre intérêt de prendre en compte ces questions dès aujourd'hui » ajoute-t-il.

Cela étant, la priorité reste aux performances opérationnelles. Mais si l'on peut les concilier avec les contraintes environnementales, ce n'est que mieux. Ainsi, la frégate multimissions (FREMM) dispose d'une motorisation hybride, avec un moteur diesel et un autre électrique. « 70% du temps, elle navigue sur propulsion électrique » a confié, à l'AFP, Olivier de Smirnov, de DCNS. « Le moteur électrique suffit à la propulsion à vitesse réduite et à l'alimentation des systèmes d'armes et de la climatisation » a-t-il expliqué. Et selon lui, rien qu'en jouant sur la forme hydrodynamiques des navires du futur, il sera possible de baisser leur consommation d'énergie de 20%.

Chez Renault Trucks Defense, l'on imagine des véhicules blindés dotés de moteurs électriques, lesquels seraient en mesure, selon le porte-parole du groupe, Charles Maisonneuve, d'assister la propulsion tout en alimentant les radars et les autres systèmes embarqués. Autre avantage : celui de réduire la signature thermique.



Quant aux opérations extérieures, il s'agit de donner davantage d'autonomie énergétique aux forces déployées, alors qu'elles disposent désormais de plus en plus de matériels électroniques et optroniques. Ainsi, le Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces (CESCoF) a imaginé une tente dotée de panneaux photovoltaïques souples, capables « d'alimenter deux rampes néon, huit éclairages individuels à led et 16 prises de courants pour que les soldats puissent recharger leurs batteries de téléphone et d'ordinateur portable », selon Dominique Desnous, en charge du projet. Ces équipements font actuellement l'objet d'un appel d'offres. Les premiers exemplaires devraient être livrés dans le courant de l'année 2013.

Quoi qu'il en soit, l'Hôtel de Brienne va adopter, dans le courant du mois une « stratégie du développement durable de la Défense (S3D) », laquelle va définir sa politique en matière d'environnement, d'achats, de transport et de formation de ses personnels aux économies d'énergie.

« Cette stratégie de développement durable de la Défense constitue une étape fondamentale dans le processus qui doit conduire à renouveler la réflexion sur l'adaptation des capacités militaires à l'évolution du contexte stratégique » explique le contrôleur général des armées Éric Lucas, directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives.

« Certaines évolutions liées à l'environnement telles que les changements climatiques ou l'épuisement des ressources (...) auront à l'avenir des conséquences à la fois directes (...) et indirectes (..) sur la sécurité internationale. Pour veiller à la sécurité nationale et jouer le rôle, qui lui est dévolu dans la sécurité internationale, le ministère doit agir dès aujourd'hui pour prendre en compte ces évolutions. C'est notre capacité à appréhender dès à présent les défis liés au développement durable, qui déterminera l'ampleur de leur impact sur le monde de demain » a-t-il ajouté.

## Mailly-le-Camp : site pilote et modèle durable

Mise à jour : 05/04/2012 12:19 - Auteur : Alexia Bastière

Saviez-vous que le centre d'entraînement au combat (CENTAC) de Mailly-le-Camp est un des sites pilote du développement durable du ministère de la Défense ? Préparation opérationnelle des forces terrestres et gestion durable d'un camp ne sont pas deux missions inconciliables.



Véritable laboratoire, le CENTAC est doté de moyens modernes de simulation, l'impact des exercices sur l'environnement est ainsi diminué. Sur les 13 000 ha du camp, les unités contrôlées trouvent à Mailly un **environnement réaliste et paysagé**. Pour concilier besoins opérationnels et gestion de l'environnement, une optimisation concertée de l'espace de manœuvre est conduite tout au long de l'année. Elle permet de réduire les risques d'incendie et les nuisances. Aujourd'hui, seul un pas de tir reste dédié à l'entraînement au tir gros calibre.

Ses buttes de tir sont régulièrement purgées et une campagne de désobusage est effectuée annuellement. « Sur le camp, les déchets sont triés et regroupés, des opérations de nettoyage sont régulièrement réalisées », précise le lieutenant-colonel Henri Senra, commandant en second du CENTAC.

Pendant les exercices, c'est-à-dire 40 semaines par an, l'espace de manœuvre est surveillé par les observateurs arbitres, conseillers du CENTAC, détachés auprès des unités contrôlées. Ils font également **respecter les consignes environnementales**, comme ne pas prélever des branchages pour camoufler les véhicules ou les positions de combat. À proximité des périmètres de protection des captages d'eau destinés à la consommation humaine, les activités sont limitées. « En fin d'exercice, le nettoyage d'une zone est attribué à chaque unité qui s'apprête à rejoindre sa garnison », poursuit-il. En dehors des exercices, en liaison avec l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), la société militaire de chasse assure la gestion du gibier : contrôle des populations animales et limitation des dégâts sur les cultures. La zone sud du camp est classée Natura 2000, le reste du terrain de manœuvre est une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF). En effet, des fétuques (graminées des prés ou des bois), des genévriers et des pins sylvestres y sont recensés.

La protection de la nature, la gestion des déchets, la préservation de l'eau ou la réduction des consommations d'énergie sont des préoccupations permanentes des **militaires**, également **citoyens et contribuables**. Camp exemplaire, le camp de Mailly est un véritable **laboratoire de**

**gestion durable.** L'ensemble des camps du domaine du ministère de la Défense participe dans leur gestion et par leur action à la politique environnementale.

Sources : Capitaine Séverine Bollier/TIM , Droits : Armée de Terre 2012

## Incendie au Centre d'information et de recrutement des Forces armées de Lille

Zone Militaire, 3 avril 2012 – 11:02

Un incendie s'est déclaré le 2 avril à 5 heures du matin dans les locaux du Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) de Lille. Fort heureusement, le feu a été rapidement maîtrisé par les pompiers, rapidement avertis par les riverains. Au final, une salle placée au rez-de-chaussée a été sinistrée.

Les policiers de la Sûreté urbaine de Lille privilégient la piste criminelle pour expliquer cet incendie, étant donné que, vraisemblablement, le feu a été mis par des papiers enflammés qui ont été jetés par une fenêtre dont la vitre avait été préalablement brisée.

Récemment, il a été fait mention du CIRFA de Lille à l'occasion de l'affaire Merah. Quelques médias affirmèrent, en effet, que le tueur de Montauban et de Toulouse avait tenté de s'engager dans l'armée de Terre auprès de cet organisme lillois. Or, le Sirpa Terre a catégoriquement démenti cette information et précisé qu'il s'agissait en fait d'un homonyme.

Quoi qu'il en soit, et [selon le quotidien Nord Eclair](#), qui cite une source « chargée du dossier », l'enquête s'oriente vers la piste « d'un petit plaisantin aux intentions malveillantes » plutôt que celle allant vers « un criminel déterminé à brûler tout le bâtiment ».

## Afghanistan : interview exclusive du chef d'Etat-Major de l'ISAF

Le général Olivier de Bavinchove, chef d'Etat-Major de l'ISAF, la force armée de l'OTAN en Afghanistan, nous expose, en exclusivité, sa vision de la situation dans ce pays. Ce Français est le plus haut gradé de la force internationale d'assistance et de sécurité présente en Afghanistan, après le général américain John Allen.

<http://www.boursorama.com/actualites/afghanistan-interview-exclusive-du-chef-d-etat-major-de-l-isaf-163f28d2d076883ff4012e613a8bd5b3>

## Pour l'ISAF, les attaques « green on blue » ne sont « pas la norme »

Zone Militaire, 3 avril 2012 – 9:39

Depuis le début de cette année, 17 militaires de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) ont été tués par des membres des forces de sécurité afghanes. C'est ce que l'on appelle [des attaques « green on blue »](#) (vert contre bleu, la première couleur étant supposée désigner une force neutre, la seconde, les troupes amies).

Ce phénomène tend à prendre de l'ampleur étant donné que 75% des attaques de ce type constatées depuis 2007 ont eu lieu au cours des deux dernières années. « Il y a une effritement

de la confiance qui découle de tout cela. Mais je crois que nos relations (avec l'Afghanistan) sont malgré cela très profondes » a cependant estimé, le 26 mars dernier, le général John Allen, le commandant de l'ISAF, lors d'une rencontre organisée par la Brookings Institution, un centre de réflexion basé Washington. « Pour chaque événement de ce type qui arrive, vous pouvez compter par dizaines de milliers chaque jour le nombre d'interactions entre nos troupes, l'armée afghane et la police afghane », a-t-il ajouté, en soulignant que l'insurrection était à l'origine de 50% de ces incidents.

Lors d'une conférence de presse donnée le 2 avril, le porte-parole de l'ISAF, le général allemand Carsten Jacobson, n'a pas dit autre chose. « Même si l'insurrection se dit responsable de ces attaques, les revendications sont infondées et les preuves de l'implication des insurgés se chiffrent en unités » a-t-il déclaré.

« Ce que nous avons trouvé dans ces cas individuels, c'est que des erreurs avaient été commises ici ou là. Des papiers d'identité n'ont pas été vérifiés comme il le fallait, les lettres de recommandation de soldats faites par des chefs de villages n'étaient pas suffisantes, les tests de drogue n'ont pas été réalisés régulièrement, etc » a expliqué l'officier. « D'après nos recherches, dans une grande majorité des cas, des griefs personnels en sont la cause principale » a-t-il ajouté, en soulignant que pour certains d'entre eux, leur origine serait liée » au stress de soldats ayant vécu dans un pays qui a connu 30 ans de guerre ».

« Alors que des centaines de milliers d'hommes de la coalition et des forces de sécurité afghanes travaillent ensemble quotidiennement, ces attaques ne sont pas la norme » a encore estimé le général Jacobson.

Pour protéger les militaires de l'Otan, des mesures ont ainsi été prises, comme par exemple celle consistant à obliger les soldats afghans à déposer leurs armes quand ils se rendent dans une base de l'ISAF. Et des agents de contre-espionnage afghans sont à l'oeuvre dans les camps de recrutement pour tenter de repérer d'éventuels insurgés infiltrés parmi les recrues de l'armée ou de la police.

« Il faut surveiller tous les changements de comportement d'un soldat qui revient de permission, il faut observer un soldat soumis à un stress considérable ou un soldat qui n'est pas parti en congé depuis un long moment », a expliqué le général Jacobson.

Cela étant, le fait que ces attaques ne soient pas systématiquement le fait de l'insurrection est sans doute encore plus problématique. C'est du moins l'analyse faite par Arturo Munoz, un chercheur de la Rand Corporation, un centre de réflexion basé en Californie, dans [les colonnes de Star and Stripes](#).

« Ce serait un problème plus facile à traiter si ces attaques étaient tout simplement causées par l'infiltration (de l'insurrection) » a-t-il estimé. « Nous ne devrions pas être heureux (...) de voir que les gens dont nous sommes censées être les alliées sont tellement en colère contre nous que, pour leurs propres raisons, ils veulent nous tuer » a-t-il ajouté.

« Nous ne savons pas pourquoi cela (les attaques, ndlr) arrive. C'est ce qui m'inquiète » a confié Bruce Hoffman, professeur à l'Université Georgetown et directeur du Center for Peace and Security Studies. « Nous faisons des jugements et prenons des mesures sans vraiment comprendre le phénomène » a-t-il ajouté.

**Retrait des troupes américaines : l'Afghanistan veut des précisions**

- Samedi 31 mars 2012 à 13:02



Les Autorités afghanes demandent des précisions aux Etats-Unis sur leur présence militaire dans le pays après le retrait des troupes américaines, qui doit être effectif à la fin 2014.

Les autorités afghanes ont réclamé samedi 31 mars des précisions sur la présence militaire américaine après le retrait des unités de combat prévu fin 2014.

Kaboul, qui négocie un partenariat stratégique à long terme avec Washington, souhaite en outre en savoir plus au sujet de la coopération entre les troupes étrangères et les forces afghanes appelées à prendre la relève.

"Ce sont des sujets qui nous concernent. Nous voulons savoir combien il y aura de bases, quels seront les effectifs et leurs missions et ce que nous obtiendrons des Etats-Unis pour nos services de sécurité", a déclaré Aimal Faizi, porte-parole du président Hamid Karzaï, interrogé par Reuters.

Le gouvernement américain souhaite entretenir une présence minimum en Afghanistan pour s'assurer qu'Al Qaïda n'en fasse pas à nouveau une plate-forme du djihad international, ce que la Russie, la Chine et le Pakistan voient d'un oeil soupçonneux, alors que l'Iran y est tout à fait hostile.

"En fin de compte, c'est nous qui sommes responsables de notre sécurité. Nous nous apprêtons à en prendre le contrôle total. S'il doit y avoir une présence militaire étrangère, ce doit être mentionné clairement dans un document consacré à la sécurité", a souligné un autre membre de l'administration afghane.

La question de la présence américaine à long terme est d'autant plus délicate depuis qu'un membre du corps expéditionnaire a tué délibérément 16 civils, le 11 mars, dans la province de Kandahar. Les négociations sur le partenariat stratégique ont été interrompues après le massacre, mais ont repris depuis.

Du fait des réserves de Kaboul, la question des bases américaines a été séparée des négociations principales, que les deux parties souhaitent achever avant le prochain sommet de l'Otan, les 20 et 21 mai à Chicago.

"Pour le moment, des négociations ont lieu pratiquement tous les jours. Nous pensons parvenir prochainement à un accord", a ajouté Aimal Faizi.

# Afghanistan : l'OTAN part pour rester

29 mars, 2012, Andreï Iliachenko, en exclusivité pour La Russie d'Aujourd'hui



Crédits photo : Reuters/VostockPhoto

Malgré l'annonce officielle d'un retrait des troupes militaires américaines d'Afghanistan en 2014, la tendance actuelle est plutôt à leur maintien. Reste à savoir sous quel statut, avec quels droits et surtout dans quel but. Telles sont en tout cas les questions qui inquiètent de plus en plus les voisins de l'Afghanistan : la Russie, la Chine et les pays d'Asie Centrale.

Un accord de coopération stratégique est imminent entre Washington et Kaboul. Selon une déclaration de la secrétaire d'État Hilary Clinton faite le 22 mars dernier à l'issue des négociations menées avec le ministre afghan des Affaires étrangères, cet accord devrait être signé un peu avant ou au cours du sommet de l'OTAN qui se tiendra au mois de mai à Chicago. Il devrait ainsi permettre aux États-Unis de sortir plus ou moins dignement de la plus longue guerre de leur histoire. Et c'est d'autant plus important pour le Président Obama de le faire à la veille des présidentielles que cette guerre, certes engagée par ses adversaires Républicains, a déjà fait perdre à l'État 2000 soldats et 500 milliards de dollars alors même que le décompte n'est pas encore terminée. Pour autant, il ne sera pas facile de sauver les apparences. Il ne s'agit pas d'une victoire. En préparant l'accord avec Kaboul, les États-Unis ont d'ailleurs entamé des pourparlers officiels avec ceux qu'ils accusaient hier de soutenir Al-Qaïda et contre qui ils avaient lancé l'offensive en octobre 2001 : les talibans afghans.

Malgré onze ans d'occupation, l'influence de ces derniers en dehors de Kaboul demeure assez importante et le pouvoir du Président Karzaï pourrait s'effondrer dès le lendemain du départ des Américains. C'est pourquoi l'accord de coopération stratégique entre les États-Unis et l'Afghanistan prévoit explicitement le maintien de bases militaires américaines. Karzaï, soucieux de maintenir le statu quo et de garder le pouvoir après 2014, tout comme la Loya Jirga (la Grande assemblée des représentants du peuple et des tribus), soutiennent l'idée de conserver des bases militaires. C'est le vœu des Américains eux-mêmes qui souhaitent préserver leur influence en Asie Centrale et dans la région de la mer Caspienne qui regorge des plus importantes réserves de pétrole et de gaz.

Par ailleurs, les bases militaires en Afghanistan permettent de contrôler la Chine, la Russie et l'Iran. Autrement dit, « il existe bien des raisons économiques et géostratégiques pour que les États-Unis ne donnent pas facilement le pouvoir de Karzaï aux talibans », soutient Viktor Korgoun, le Directeur du Centre de recherches afghanes de l'Institut des études orientales de l'Académie des Sciences de Russie. La question des bases militaires semble déjà réglée et commence à inquiéter la Russie. Dans ce contexte, Moscou propose que l'ONU garde le contrôle des troupes militaires étrangères en Afghanistan au-delà du retrait du contingent de l'OTAN en 2014. Cette semaine, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a évoqué ce thème à au moins deux reprises.

« Si une présence militaire américaine dans le pays doit être maintenue, il convient alors de continuer à respecter le mandat du Conseil de Sécurité. Si quelqu'un souhaite ne pas le respecter et pense l'avoir déjà exécuté tout en déployant et en préservant des bases militaires, cela paraît illogique. Par ailleurs, je considère que le territoire de l'Afghanistan ne doit pas être utilisé pour créer des points militaires qui inquiéteraient les pays tiers », a déclaré le Sergueï Lavrov dans son interview à la chaîne de télévision afghane TOLO.

La position de Moscou se résume à demander que le maintien de la présence militaire des États-Unis en Afghanistan soit subordonné à un mandat de l'ONU via une résolution du Conseil de Sécurité qui aura également à évaluer ce qui a été fait dans le pays pendant ces onze ans de guerre. « La présence de l'OTAN contient le terrorisme dans la région et il est dans l'intérêt de la Russie que les États-Unis et l'OTAN ne partent pas d'Afghanistan avant l'heure » remarque Viktor Korgoun. « Les fonctions policières doivent être exercées, surtout qu'elles sont mandatées par l'ONU. Mais il n'est pas dans notre intérêt que l'OTAN reste dans la région en tant que force militaire ».

Au sommet de l'OTAN à Chicago qui sera consacré à l'Afghanistan, la question du cadre et de l'ampleur du maintien des troupes des États-Unis et de l'OTAN devrait être finalisée. A l'évidence, les réponses ne contenteront pas les pays voisins. « Nous souhaitons que l'Afghanistan soit (...) un État neutre », a déclaré Sergueï Lavrov. En réalité, l'OTAN fera encore un pas de plus en direction des frontières russes. Un prétexte supplémentaire pour de nouvelles frictions.  
mar 30, 2012

## Pas de retrait accéléré pour les Britanniques sauf si...

*Mieszko Dusautoy / Afghanistan-Pakistan, Brèves /*



*Des soldats de la brigade de reconnaissance (BRF) embarquent dans un hélicoptère Chinook  
(Crédit: Ministère de la Défense britannique, 2012)*

(B2) 500 soldats britanniques devraient rentrer cette année à la maison, selon le calendrier prévisionnel du ministère de la Défense. Et 1500 rentreront à la maison l'année prochaine (2013). Il n'y a donc pas de retrait accéléré des troupes britanniques avant 2014. Début 2013, il devrait y avoir encore 9000 militaires de sa Royale Majesté sur place, essentiellement dans la province de Helmand. Ce n'est qu'à la fin 2014, que les effectifs décroîtront de façon importante, ne laissant « que » 1500 hommes, pour encadrer, former et soutenir l'armée afghane.

### **La date exacte décidée à Chicago ... ou Washington**

Selon le commandement britannique en Afghanistan, qui ont tenu un « briefing » à l'intention de nos collègues à Londres, ce serait d'ailleurs « de la folie » de partir avant que les troupes afghanes soient en position de prendre le relais. Les ministres, qui se prononcent à l'occasion d'une session de leur National Security Council semblent a priori sur la même ligne, malgré une opinion publique de plus en plus sceptique.

La grande phase de retrait devrait avoir lieu, a priori, en septembre 2014. Mais cela peut encore changer: « *l'option que nous prendrons dépendra des Etats-Unis* » avoue une source du ministère de la Défense au quotidien « The Guardian ». Tout dépend donc d'Obama. Si les USA décident de réduire leurs effectifs plus rapidement que prévu, le départ des Britanniques serait également envisageable pour avril 2014.

### **La Sandhurst afghane**

Qui dit retrait... ne dit pas retrait total mais retrait uniquement des unités combattantes. Le rôle de combat direct sera transféré aux afghans, en partie, en 2013 ; totalement à partir de mi-2014. Les 1500 membres de l'armée britannique ne seront plus normalement là que pour former et soutenir l'armée afghane. Le ministre de la Défense, Philip Hammond, était d'ailleurs en visite à Kaboul, fin mars, notamment pour signer un accord de coopération avec le général Mohammad Karimi, chef du personnel de l'armée afghane. Un accord qui vise à soutenir la nouvelle académie de formation des officiers afghans, surnommée « Sandhurst in the sand » en référence à la célèbre Académie Royale britannique de Sandhurst, cette école qui a formé le général Karimi... C'était dans les années 1960. Encore en construction, à Quarga, à l'ouest de Kaboul, trois quart des instructeurs étrangers devraient y être britanniques.

## **Afghanistan: l'Otan transfère la responsabilité de la province de Takhâr**



L'Otan a transféré mardi aux forces afghanes la responsabilité de la sécurité dans la province de Takhâr (nord), rapporte l'agence de presse Pejvak.

Prévue initialement dans la matinée, la cérémonie solennelle de ce transfert de compétences a été retardée à l'initiative de Kaboul pour des raisons de sécurité. Le

gouverneur de la province de Takhar Abdul Jabbar Taqwa et le président de la commission afghane chargée du transfert Ashraf Ghani Ahmadzai ont pris part à l'événement.

Dans le cadre de la deuxième étape du transfert de la sécurité, les forces afghanes ont récemment pris le contrôle de plusieurs régions de la province de Helmand (sud-ouest). L'Alliance atlantique prévoit de transférer d'ici à la fin 2014 la responsabilité de la sécurité de l'ensemble du pays à l'armée afghane.

## 32 VAB Ultima en Afghanistan en juin

Alors que l'état-major des armées a commencé à rapatrier plusieurs dizaines de véhicules, d'autres vont prendre le chemin inverse. D'ici juin, 32 VAB Ultima, [que je vous présentais hier](#), vont rallier la Kapisa, actuellement la plus exposée. Ils achèvent actuellement leur transformation chez Renault Trucks, à Limoges.

Ces véhicules plus sécurisés contre les attaques par IED tombent à pic, alors que l'actualité opérationnelle du moment -les convois-, dans la pire zone de Kapisa, vont nécessiter des véhicules plus aptes à résister aux attaques des ce type. Néanmoins, une protection contre les tirs de RPG -récurrents en Kapisa- n'auraient pas forcément été du luxe.

On ignore si un surcroît de VBCI est prévu pour cette phase critique qui va exposer les soldats français. Le VBCI résiste bien aux attaques de RPG et d'IED, ce qui n'est pas forcément toujours le cas des VAB de première génération.

L'arrivée sur le théâtre du **92e RI**, un régiment entièrement formé sur VBCI est peut-être un indice. Ou pas.

Pour l'instant, les portages définitifs des unités de relève du printemps sont assez difficiles à discerner.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/05/2012 09:40:00 AM](#)

## Hélicoptères pour l'Afghanistan: les techniciens seront formés en Sibérie



Hélicoptères pour l'Afghanistan: les techniciens seront formés en Sibérie

© RIA Novosti. Andrei Greshnov, 19:42 02/04/2012, **BRUXELLES, 2 avril**

#### **Sur le même sujet**

- [Hélicoptères russes/Afghanistan: les sénateurs US exigent la résiliation du contrat](#)
- [Armes pour l'Afghanistan: nouveaux contrats Russie-USA en perspective](#)
- [Hélicoptères russes pour l'Afghanistan: les livraisons achevées avant juillet](#)
- [Hélicoptères pour l'Afghanistan: la coopération Russie-Etats-Unis continue](#)

Les techniciens afghans chargés d'entretenir le parc d'hélicoptères de l'armée afghane seront formés à l'usine de réparation aéronautique de Novossibirsk (Sibérie occidentale), a annoncé lundi à RIA Novosti une source au sein de l'état-major de l'Otan.

Cette information complète la déclaration du secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, selon laquelle un centre de formation de techniciens pourrait être ouvert en avril en Russie.

"J'espère qu'un centre de formation de spécialistes chargés d'entretenir les hélicoptères de l'armée afghane sera ouvert ce mois. Financé par le Conseil Russie-Otan, ce centre sera implanté en Russie", a indiqué lundi M. Rasmussen, sans préciser l'endroit où le centre serait mis en place.

En avril 2011, le Conseil Russie-Otan a décidé de constituer un fonds destiné à financer la formation de techniciens spécialisés dans la maintenance des hélicoptères russes exploités par l'armée afghane.

En 2011, Moscou a conclu avec le Pentagone un contrat de livraison de 21 hélicoptères de transport russes Mi-17V5 à l'Afghanistan pour un montant de 367,5 millions de dollars. Les appareils sont payés par la partie américaine. Le premier lot d'hélicoptères a été livré aux forces aériennes afghanes en 2011. Le contrat sera définitivement exécuté d'ici juillet prochain.

# La brigade logistique s'entraîne à détecter des kamikazes et affronter des attaques civiles

la montagne.fr, COURTINE 01/04/12 - 06H00



Devant le village de combat, le général Jacquement s'adresse aux unités pour l'opération ravitaillement.

## **En entraînement à La Courtine, la Brigade logistique française prépare ses missions. En Afghanistan, elle va participer au retrait des unités.**

Originaire du Limousin, le général Jean-Luc Jacquement est le patron de la brigade logistique actuellement en exercice à La Courtine (voir notre édition de mercredi dernier). Il était sur le terrain, mercredi dernier, pour suivre plusieurs opérations, des situations réalistes. Au check point, les militaires sont formés à détecter des kamikazes qui sont équipés de 20 kg d'explosifs, puis ils doivent suivre, en zone urbaine, le passage d'un convoi attaqué par des populations civiles qui réclament des produits alimentaires. Après négociations, la brigade devra passer, en protégeant le convoi par des tirs de dispersion.

Ces tirs de combat en zone urbaine sont fréquents en opérations. Dans ce domaine, explique le général de la brigade, « nous avons procédé à des aménagements, comme par exemple, mieux consommer les munitions, apprécier les distances et les positions de tirs, des enseignements tirés de précédentes opérations. Ainsi les unités restituent le savoir, la tactique et la technique ».

En opération, 1.200 logisticiens sont nécessaires pour 20.000 soldats. Leur domaine : la santé, le ravitaillement, l'appui aux mouvements. Sur le terrain, la brigade doit acheminer trois convois majeurs par jour et assurer leur protection.

## **En mission en Afghanistan**

Actuellement, un bataillon de la brigade logistique, stationné à Kaboul, est chargé de préparer le retrait des unités françaises du territoire. Cette opération représente le rapatriement d'un millier de matériels roulants et de 2.000 conteneurs. Ce travail demande notamment la participation du

519 e groupement de transit maritime qui, chaque année, assure le transport de matériel par bateau, au rythme de dix par an.

La préparation opérationnelle se poursuit en Creuse jusqu'au mercredi 3 avril, sur un axe La Courtine Felletin, Guéret. Quarante-un commandants d'unités sont engagés.

L'exercice, mercredi, s'est déroulé « dans de très bonnes conditions d'accueil au camp de La Courtine », d'après le général Jean-Luc Jacquement. « La brigade était, avec 3.500 soldats, la seule à man'uvrer sur les espaces du Village Combat, les Champs de tirs et les espaces Azur. »

Enfin, pour le chef du détachement du 126 e RI, Jean-Pierre Ancelet, la présence de la BL conforte, en ce début d'année, le nombre de jours d'occupation du camp, un chiffre qui devrait se maintenir avec un plan de charge important, comportant tout de même un regret, celui de refuser des unités en raison du manque d'heures disponibles sur les champs de tir.

Pour le chef de corps, il manque chaque jour 5 heures pour le tir, un manque qui pourrait être rapidement résolu avec l'autorisation de disposer de deux routes départementales, une demande toujours en négociation pour conforter La Courtine et son camp, mais aussi le commerce local.

Claude Monnerie

## Afghanistan : Selon Hillary Clinton, Washington ne cherche pas à établir des bases militaires permanentes après 2014

Zone Militaire, 4 avril 2012 – 14:45

Au cours d'une visite rendue le 3 avril à l'Allied Command Transformation (ACT), l'un des deux commandements principaux de l'Otan dirigé par le général français Stéphane Abrial et établi à Norfolk, en Virginie, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a évoqué le dossier afghan, lequel sera au centre des discussions lors du prochain sommet de l'Alliance qui se tiendra à Chicago, en mai prochain.

Selon le calendrier adopté en novembre 2010, le retrait de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) déployée en Afghanistan sous le commandement de l'Otan, devrait être achevé à la fin de l'année 2014, date à partir de laquelle les troupes afghanes seront théoriquement en mesure d'assurer seules la sécurité sur leur territoire.

Pour autant, il n'est pas question, selon Mme Clinton, de laisser tomber Kaboul une fois que ce processus sera terminé. « D'ici à la fin de 2014, la transition de la sécurité sera achevée et les Afghans seront pleinement responsables de leur sécurité » [a affirmé la secrétaire d'Etat](#). Mais, a-t-elle poursuivi, « nous discuterons de la forme que prendra la relation entre l'Otan et l'Afghanistan après la transition » lors du sommet de Chicago.

« Nous anticipons qu'un petit nombre de troupes resteront sur place, à la demande du gouvernement afghan, pour entraîner, conseiller et aider les forces afghanes et poursuivre les opérations de lutte contre le terrorisme » a-t-elle expliqué. « Nous voulons dire clairement au peuple afghan, aux insurgés et à tous ceux de la région : l'OTAN n'abandonnera pas l'Afghanistan » a-t-elle aussi assuré.

Et, alors que Washington et Kaboul négocient un partenariat stratégique pour l'après 2014, Hillary Clinton a déclaré que « nous (les Etats-Unis, ndlr) ne souhaitons pas qu'il y ait des bases militaires américaines permanentes en Afghanistan ou une présence qui serait considérée comme une menace pour ses voisins, ce qui conduirait à une instabilité qui menacerait les gains obtenus ».

[En février 2011](#), le président afghan, Hamid Karzaï, avait admis que l'installation de bases militaires américaines permanentes en Afghanistan faisait partie des discussions entre Kaboul et Washington. Pour la sous-secrétaire américaine à la Défense, Michele Flournoy, cette présence était d'un « intérêt stratégique » dans la mesure où elle aurait permis de surveiller à la fois le programme nucléaire iranien et les activités des groupes jihadistes implantés dans les zones tribales pakistanaises.

## Dépôt du rapport final sur les priorités du Canada en Afghanistan

Agence QMI, 29/03/2012 17h17



© DAVID BLOOM / Agence QMI

OTTAWA – Dans son rapport final, déposé jeudi, sur l'engagement du Canada en Afghanistan, le gouvernement fédéral a dressé un bilan positif de sa mission durant la période 2008-2011 et rappelé les priorités de son intervention pour les prochaines années.

Selon ce 14<sup>e</sup> et dernier rapport, les trois quarts des quelque 44 objectifs fixés depuis le début de l'engagement du Canada en 2008 ont été atteints, et la situation en Afghanistan s'est améliorée.

«Neuf millions d'enfants vont maintenant à l'école, le PIB a quintuplé et, dans la plupart des provinces afghanes, la sécurité s'est améliorée, peut-on lire dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères émis jeudi à l'occasion du dépôt du rapport.

Grâce à cet important travail, l'Afghanistan sera mieux en mesure d'évoluer sans l'emprise des terroristes.»

La mission de combat des Forces armées canadiennes, terminée officiellement depuis juillet dernier et au cours de laquelle 158 soldats canadiens ont trouvé la mort, a fait place à une mission de formation et de projets d'aide au développement qui sera basée à Kaboul.

Ainsi, pour la période 2011-2014, le Canada offrira des programmes liés à l'éducation et à la santé, poursuivra ses travaux en matière de sécurité, de primauté du droit et de promotion des droits de la personne, entre autres en envoyant jusqu'à 950 instructeurs militaires, formateurs et policiers.

L'acheminement de l'aide humanitaire et la mise en valeur de la diplomatie régionale font aussi partie des objectifs prioritaires poursuivis. Le rapport souligne que ces priorités «s'inspirent des

besoins exprimés par les Afghans et correspondent aux priorités afghanes dans des domaines où le Canada peut continuer d'apporter une contribution utile au développement durable».

«Cet engagement renouvelé s'inscrit dans le prolongement de la vaste expérience du Canada et des grands investissements qu'il a faits en Afghanistan jusqu'à maintenant», mentionne également le communiqué du ministère.

## Le chef du Laskar-e-Taïba dans le collimateur des Etats-Unis

Zone Militaire, 4 avril 2012 – 15:52

Alors que l'organisation al-Qaïda « canal historique », installée dans la zone « Af/Pak », est en déclin depuis la mort de son fondateur, Oussama ben Laden, mais aussi en raison des frappes ciblées américaines qui ont visé ses principaux responsables, le groupe jihadiste Lashkar-e-Taïba (LeT, « l'armée des pieux »)tendrait à prendre de plus en plus d'ampleur.

Ainsi, selon des documents judiciaires américains dont l'agence Associated Press s'est fait l'écho, l'an passé, ce mouvement créé avec la bienveillance d'Islamabad dans les années 1980 pour lutter contre l'armée soviétique en Afghanistan, chercherait à étendre sa zone d'action et viserait les Etats-Unis, l'Europe et l'Asie du Sud-Est au point qu'il serait en mesure « de rivaliser avec al-Qaïda sur le plan de la puissance et de l'organisation ».

Pour ce faire, le LeT disposerait, d'après Christine Fair, une universitaire spécialiste du Pakistan, de réseaux implantés en Asie afin de recruter et de former de nouveaux militants.

Au cours de ces dernières années, le LeT s'est surtout intéressé au Cachemire, une région contrôlée par l'Inde mais convoitée par le Pakistan, déjà source de conflits armés entre les deux pays. Et il a notamment été accusé d'être à l'origine des attentats de Bombay, perpétrés en novembre 2008, et de maintenir une certaine activité en Afghanistan, où il s'en est pris aux intérêts indiens ainsi qu'aux troupes de l'Otan.

Tout cela explique la raison pour laquelle Washington a placé sur sa liste des terroristes les plus recherchés le fondateur et chef du LeT, à savoir Hafiz Mohammed Saeed. Et le montant de la récompense promise pour celui qui permettra sa capture – soit 10 millions de dollars – indique l'importance que l'administration américaine donne à cet individu, qui est désormais l'homme le plus recherché après l'égyptien Ayman al-Zawahiri, qui a été le second de Ben Laden avant de lui succéder à la tête d'al-Qaïda « canal historique ».

Officiellement, Hafiz Mohammed Saeed est « soupçonné d'avoir organisé nombre d'attaques terroristes, dont celle de Bombay en 2008, qui a provoqué la mort de cent soixante-six personnes, dont six citoyens américains ».

Placé en résidence surveillée en 2009 après les attaques de Bombay, Hafiz Mohammed Saeed a pu retrouver sa liberté de mouvement quelques mois plus tard, notamment grâce à une décision de la Cour suprême pakistanaise pour qui il manquait des preuves pour justifier sa détention.

Cela étant, le fait d'être désormais placé en seconde position sur la liste des terroristes les plus recherchés par les Etats-Unis ne semble pas l'émouvoir. « Je pense que Washington est frustré car nous manifestons dans le pays (...) contre les attaques de drones » a-t-il expliqué à la chaîne de télévision al-Jazira. « Venez me chercher » a-t-il même lancé en une d'un journal pakistanais. Après ce qui est arrivé à Oussama Ben Laden, à Abbottabad, le 2 mai 2011, il devrait pourtant se méfier que des Navy Seals de la Team 6 ne viennent pas frapper à sa port

# 132 militaires britanniques ont perdu la vie en service au cours de l'année 2011

Ligne de Défense, 31.03.2012



Un tiers des soldats britanniques d'active qui ont perdu la vie en 2011 ont été tués par des tirs ennemis, a révélé, jeudi, le *Defence Analytical Services and Advice* (DASA).

132 militaires sont morts, dont 43 au cours d'actions de combat (4 autres de mort violente), 25 lors d'accidents de la route, 23 lors d'autres accidents (noyades, chutes etc), 31 de maladies et 5 après un suicide. Ces 132 militaires appartenaient à l'armée de terre (98), à la marine (19) et à la RAF (15).

Le nombre de morts est en nette diminution par rapport à 2010 (187 morts) et 2009 (205 morts). 137 étaient morts en 2008, 204 en 2007 et 191 en 2006.

**En France.** Il faut attendre la publication du Bilan social 2011 pour avoir des chiffres globaux. Selon les éditions passées du Bilan social des armées, 170 décès de militaires français (de carrière, contractuels, volontaires, toutes armes) avaient été recensés en 2010, 195 en 2009 et 281 en 2008.

## Last shot

Le dernier tir de missile Hawk est intervenu jeudi, après 16h, par les artilleurs du **402e RA** à Biscarosse. C'est une double page qui se tourne, pour ce système d'armes, promu au départ, et pour le régiment, promis à dissolution.

Même si cela se traduit par peu de tir opérationnels, l'artillerie sol-air reste une précaution nécessaire. En 1987, cette même précaution avait évité de gros soucis sur l'aéroport de N'Djamena. C'est un Hawk qui avait fait le travail.

En 2004, l'absence d'artillerie sol-air sur le camp de Bouaké avait amené à son bombardement. Depuis 2006, la présence de Mistral et de radars au Sud-Liban a sans doute contribué à poser le

débat.

La défense sol-air moyenne portée est désormais détenue par les aviateurs, l'armée de terre ne conservant que le très courte-portée (Mistral). Cette capacité est très utile : c'est celle qu'utilise l'armée de l'air en Guyane, avec les sections de tir (tournantes) de l'armée de terre.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/01/2012 10:55:00 AM](#)

## 200 marsouins poitevins en partance pour la République de Côte d'Ivoire.

Lignes de Défense, 05.04.2012



200 soldats du RICHM (Régiment d'Infanterie Chars de Marine) partent dans les prochains jours pour une mission de 6 mois en Côte d'Ivoire. Le chef de corps, le colonel Marc Conruyt, sera de l'opex puisqu'il va prendre le commandement de la force *Licorne*. Il sera accompagné d'un état-major tactique, d'une partie de l'escadron de commandement et de logistique, et d'un escadron de combat.

Cet escadron, le 4<sup>e</sup> du régiment ("Les Mustangs") opérera sur *ERC90 Sagaie*. Il sera renforcé par des éléments de transmission de la 9<sup>e</sup> BIMA. Sur place les marsouins poitevins retrouveront les bretons du 3<sup>e</sup> RIMa ("Les Chats Maigres") de Vannes et des éléments de génie du 6<sup>e</sup> RG d'Angers, "les Buffles" et "les

Elephants".

Avec ce départ en Côte d'Ivoire, ce sont plus de 400 marsouins poitevins qui sont projetés en Afrique : Tchad (100, du 3<sup>e</sup> escadron), Djibouti (100, du 1<sup>er</sup> escadron) et Côte d'Ivoire.

A cette occasion, une cérémonie aura lieu le vendredi 6 avril de 11h30 à 12h sur la place de la mairie à Poitiers. Elle sera présidée par le général Lecointre, commandant de la 9<sup>e</sup> Brigade d'Infanterie de Marine et Délégué Militaire Départemental. Un détachement de chaque organisme de la Défense stationné à Poitiers participera à la prise d'armes

## Montauban. 17<sup>e</sup> RGP : la 1<sup>re</sup> compagnie s'est envolée pour la Nouvelle-Calédonie

PUBLIE LE 05/04/2012 07:57 | LA DEPECHE DU MIDI



Montauban. 17<sup>e</sup> RGP : la 1<sup>re</sup> compagnie s'est envolée pour la Nouvelle-Calédonie

Le quartier Doumerc vient de se vider de quelques uns de ses soldats à l'occasion d'une nouvelle opération extérieure (Opex)...

Après plus de 3 mois de préparation, la 1<sup>ère</sup> compagnie du 17<sup>e</sup> RGP aux ordres du capitaine Vergez, s'est envolée pour la Nouvelle Calédonie. Cette mission de 4 mois consiste principalement à l'entraînement des soldats. Intégrée au Régiment d'infanterie de marine du Pacifique - Nouvelle Calédonie, la 1<sup>ère</sup> compagnie ne chaumera pas sous le soleil calédonien.

### **Immersion dans une tribu**

Ils passeront notamment 3 semaines au Centre d'instruction nautique et commando et réaliseront d'importants exercices interarmes et interalliés.

L'un des moments forts de leur séjour sera assurément le passage en tribu. Les paras y seront immergés durant une semaine pour découvrir la culture mélanésienne en aidant les habitants dans leur quotidien aux travers de la réalisation de divers travaux. Ce volet plus social contribue à assurer et faire perdurer les liens armée - nation.

Très formatrice car exigeante au niveau physique et mental, cette mission est une « parfaite première projection ». Les jeunes soldats sont confrontés à l'éloignement, à la découverte d'une autre culture dans un milieu plutôt favorable.

## **La Réunion : aguerrissement au Centre national d'entraînement commando de Madagascar**

Mise à jour : 03/04/2012 20:44

Du 19 au 23 mars 2012, des militaires des FAZSOI (Forces armées en zone sud de l'Océan Indien) ont suivi un stage d'aguerrissement au Centre national d'entraînement commando de Madagascar, aux côtés de militaires malgaches, à l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de ce centre.



des marches de nuit.

10 militaires malgaches du 1<sup>er</sup> régiment des forces d'intervention (1<sup>er</sup> RFI) d'Ivato et 10 marsouins du 2<sup>ème</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine (2<sup>ème</sup> RPIMa) ont participé à ce stage qui se déroule à Ambatolaona, à l'est de la capitale Tananarive.

Il comprend des pistes d'audace individuelles, collectives et aquatiques.

Il comporte également des entraînements aux techniques d'action immédiates, combat au corps-à-corps ainsi que des mises en situation et

L'instruction était assurée conjointement par l'encadrement du Centre d'aguerrissement tropical de la Réunion et les instructeurs malgaches du centre d'Ambatolaona.

La remise des brevets s'est déroulée le 23 mars dans une véritable ambiance de fraternité d'armes en présence du général André Ndririjaona, chef d'état-major général des armées malgaches (CEMGAM) qui avait invité à l'occasion de cet anniversaire le général Jean-François Hogard, commandant supérieur des Forces armées de la zone sud de l'Océan Indien (FAZSOI).



Cette instruction s'inscrit dans le cadre de la coopération militaire régulière entre les militaires français des FAZSOI et les forces armées malgaches et témoigne de l'excellence de ces relations militaires et humaines.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Guyane : opération *Oncilla* contre l'orpaillage clandestin

Mise à jour : 30/03/2012 13:36

Du 16 au 20 mars 2012, les forces armées en Guyane (FAG) ont conduit, en appui des gendarmes, l'opération *Oncilla* de lutte contre l'orpaillage clandestin dans la région de Saint-Eloi, dans le centre de la Guyane.

Les militaires du 9<sup>ème</sup> régiment d'infanterie de marine et les gendarmes ont réalisé durant quatre jours des patrouilles de reconnaissance pour localiser des camps d'orpailleurs. Onze orpailleurs en situation irrégulière ont ainsi pu être interpellés en possession d'or et de matériel.



Le climat moins humide du petit été guyanais favorise la recrudescence de l'orpaillage clandestin. Depuis le mois de février, les FAG participent à une campagne d'opérations en appui des gendarmes.

Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la mission *Harpie* qui mobilise en permanence 450 militaires des FAG, déployés sur le terrain.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Durance : exercice interministériel de sauvetage aérien

Mise à jour : 02/04/2012 20:40

Du 27 au 29 mars 2012, un exercice interministériel de sauvetage de population par aérien a été joué dans le Vaucluse.



Basé sur un scénario incluant des conditions climatiques difficiles, les armées françaises ont été amenées à renforcer les autres services de l'Etat : au plus fort de la crise, après des chutes de neige importantes, elles mettent à disposition du directeur des opérations de secours un certain nombre de moyens matériels et humains dont des hélicoptères. Il s'agit donc de mener une opération héliportée, destinée à évacuer une trentaine de personnes bloquées dans des hameaux devenus inaccessibles par la route.

L'armée de l'Air coordonne la mise en œuvre de 10 hélicoptères appartenant à différents services (sécurité civile, douane, SAMU), aux armées et à la Gendarmerie (*Fennec* de l'escadron « Alpilles », *Gazelle* de l'ALAT).

La coordination de ces moyens a été assurée dans l'urgence, par le centre national des opérations aériennes de Lyon-Mont Verdun et un avion radar E-3F dérouté pour l'occasion de sa mission initiale. Une cellule de coordination de la 3<sup>ème</sup> dimension, dépêchée sur place, s'est intégrée au poste de commandement afin de prendre le relais.

Tous ces moyens militaires, placés sous le contrôle opérationnel du général François Estrate, officier général de zone de défense et de sécurité Sud, ont permis de mener la mission en moins de trois heures dans un environnement complexe, en étroite collaboration avec les moyens du ministère de l'Intérieur.

L'analyse de cet exercice servira à alimenter la réflexion sur l'évolution de la procédure de coordination dans la 3<sup>ème</sup> dimension.



# Première en Europe: interception d'une cible supersonique évoluant au ras de l'eau

Mise à jour : 05/04/2012 15:43

Le 4 avril 2012, la Marine nationale et la Direction générale de l'armement (DGA) ont réalisé avec succès, à partir de la frégate *Forbin*, l'interception par le système PAAMS (principal anti-air missile system) d'une cible aérienne simulant l'attaque d'un missile antinavire supersonique volant à très basse altitude.



Ce tir d'une très haute technicité, une première en Europe, démontre la capacité du système antiaérien PAAMS à protéger un groupe aéronaval contre un type de menace particulièrement dangereuse.

Le lancement de la cible a eu lieu depuis le site DGA de l'île du Levant (Var). Après détection et poursuite, le système PAAMS a engagé automatiquement la cible qui a été interceptée par un missile Aster 30. L'ensemble de la

séquence a duré quelques dizaines de secondes.

Les différents mobiles aériens ont été suivis tout au long de leur phase de vol par les moyens du centre DGA Essais de missiles de l'île du Levant et du Mont Coudon.

Le système PAAMS, programme en coopération tripartite mené par la France, l'Italie et le Royaume-Uni, équipe les quatre frégates de défense aérienne type Horizon (deux pour la France – *Forbin* et *Chevalier Paul* – et deux pour l'Italie) et les six destroyers Type 45 britanniques.

## Aster 30 : une interception de "très haute technicité" réussie

***Une cible simulant un missile supersonique volant à très basse altitude a été interceptée depuis la frégate Forbin.***

Comme nous l'annonçons [sur ce blog dès le 16 février](#), une première en Europe vient d'être réalisée par la frégate *Forbin* : "l'interception d'une cible aérienne simulant l'attaque d'un missile supersonique volant à très basse altitude". Le tir, effectué mercredi 4 avril conjointement par la Marine nationale et la DGA était "d'une très haute technicité", assure le ministère de la défense.



Le tir a été effectué contre une cible utilisée par l'US Navy depuis 2006 : un engin GQM 163A Coyote. Volant à Mach 2,5 (3000 km/h), à une altitude de moins de 5 mètres au dessus de l'océan, cette cible est manoeuvrante. Elle a été conçue pour simuler les engins russes que les flottes occidentales pourraient rencontrer : SSN-22 Sunburn, KH-21 et surtout le futur Brahmos

russo-indien.

Le missile intercepteur était un Aster 30, qui s'impose comme une réussite technique exceptionnelle. Le 14 novembre 2011, un Aster 30 de l'armée de l'air avait déjà réussi la destruction d'une cible israélienne simulant un missile balistique de type Scud B.

Le missile franco-italien Aster (MBDA/Thalès) est l'une des composantes du système PAAMS, fruit d'une coopération entre la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

*Photo : la frégate Forbin, Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 5 Avril 2012 à 15:05*

## Satellites Hélios 2 : nouveau marché de maintien en condition opérationnelle de la composante sol

Mise à jour : 05/04/2012 15:08

Gérard Longuet, ministre de la défense et des anciens combattants, a annoncé le 6 mars 2012 que la direction générale de l'armement (DGA) venait de renouveler le marché de maintien en condition opérationnelle de la composante terrestre « utilisateurs » du système spatial d'observation optique « Hélios 2 ».

La direction générale de l'armement (DGA) a notifié ce contrat à la société Astrium le 23 février 2012 au nom des 5 pays partenaires du programme que sont la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et la Grèce. D'une durée d'un peu plus de 6 ans, le marché s'élève à 204 millions d'euros TTC. Il prend en compte également les équipements allemands couverts par l'accord d'échange d'images satellite entre la France et l'Allemagne.



Hélios 2 est constitué des 2 satellites, baptisés 2A et 2B, lancés respectivement en 2004 et 2009. Ceux-ci sont programmés à partir d'un centre de maintien à poste situé à Toulouse et à partir de centres nationaux d'élaboration des plans de prise de vues et de réception des images. Le contrat concerne les 6 centres nationaux et couvre le remplacement des matériels obsolètes, les évolutions logicielles ainsi que la maintenance du système et le support aux utilisateurs.

Le système d'imagerie spatiale Helios 2 répond aux besoins de la France et de ses partenaires dans le domaine du renseignement de défense et de sécurité. Il est caractérisé par sa couverture mondiale, sa capacité de survol permanente et conforme au droit international, et la répétitivité de ses prises de vue. Les satellites Hélios 2 permettent l'identification de signes précurseurs de crise, de menaces terroristes, la conduite d'opérations militaires sur des théâtres éloignés (préparation de mission, repérage d'objectifs) et la vérification du respect des traités de désarmement et de non prolifération.

Hélios 2 assure depuis 2005 la continuité de service fourni initialement par Hélios 1, système de première génération réalisé par la France, l'Italie et l'Espagne, opérationnel à partir de 1995 et dont le dernier satellite (Hélios 1A) a été désorbité en janvier 2012.

# Le 12e régiment de cuirassiers accueille le Royal Dragoon Guards

Mise à jour : 05/04/2012 16:51

Le 12<sup>e</sup> régiment de cuirassiers (12<sup>e</sup>RC) a accueilli le Royal Dragoon Guards (RDG) du 25 au 29 mars 2012 à Olivet pour signer un accord de jumelage.



Le 12<sup>e</sup> RC a reçu une délégation d'officiers et de sous-officiers britanniques du RDG basé à Catterick en Angleterre. Les chefs de corps des deux régiments ont signé un accord de jumelage (twinning agreement). Celui-ci vise à reconnaître officiellement les relations amicales établies dans le passé et à les entretenir durablement en organisant chaque année des échanges entre les deux unités.

Lors de cette visite, le 12<sup>e</sup> RC a pu faire part aux britanniques, de sa récente expérience de projection en OMLT (en français, équipe de liaison et de tutorat opérationnel, détachée pour conseiller l'armée nationale afghane). Le RDG devrait être déployé en octobre 2012 sur le territoire afghan.

Un détachement du 12<sup>e</sup>RC se rendra à son tour au Royal Dragoon Guards fin mai 2012.

Droits : Armée de Terre 2012

## FANAL 2012 : le groupe aéronaval remonte en puissance

Mise à jour : 05/04/2012 13:57 - Auteur : EV1 Cynthia Glock

Le 5 avril 2012, le porte-avions *Charles de Gaulle* commence l'entraînement FANAL 2012 en mer Méditerranée. Cet entraînement réunit le groupe aéronaval (GAN) au complet jusqu'au 12 avril.



Dans le cadre d'un scénario simulant une situation de crise, le porte-avions et le groupe aérien embarqué (GAé) retrouvent la frégate de défense aérienne [Chevalier Paul](#), les frégates anti-sous-marines [Dupleix](#) et [Montcalm](#), l'avisos [EV Jacoubet](#) et le sous-marin d'attaque [Émeraude](#). Un avion de patrouille maritime [Atlantique 2](#) complète le dispositif.

Objectif : entraîner toutes les unités du GAN à lutter ensemble contre des menaces multiples, dans un cadre réaliste et pleinement opérationnel, et selon les procédures Otan.



Composé de dix [Rafale Marine](#), sept [Super Étendard Modernisé](#) et deux [Hawkeye](#), le GAé parachève à bord du [Charles de Gaulle](#) la fonction de seize nouveaux pilotes. Après les qualifications techniques à l'apportage de jour et de nuit obtenues pendant les trois semaines précédentes, les nouveaux qualifiés vont, dans le cadre de FANAL 12, s'entraîner à des manœuvres tactiques de reconnaissance et d'appui aérien.



Parallèlement, des missions de tir, de lutte anti-sous-marine et de lutte anti-aérienne animeront le groupe. À bord du [Chevalier Paul](#), l'hélicoptère [Caiman Marine](#), participant pour la première fois à des manœuvres tactiques d'envergure, poursuivra l'évaluation de ses capacités militaires.

Pour orchestrer l'ensemble des moyens mis en œuvre, c'est le contre-amiral Philippe Coindreau, commandant la Force aéromaritime de réaction rapide, qui a pris place à la tête du GAN. Embarqué à bord du [Charles de Gaulle](#) avec un état-major d'une quarantaine de personnes, l'amiral Coindreau connaît bien le GAN, notamment pour avoir mené le volet maritime de l'opération [Harmattan](#) de mars à août 2011.



« FANAL 12 est une étape intermédiaire et néanmoins essentielle de la remontée en puissance du groupe aéronaval après son engagement au large de la Libye en 2011 et l'arrêt technique qui a suivi, explique l'amiral. Ensemble, nous préparons les manœuvres d'entraînement programmées dans les prochains mois, en interarmées et interalliées cette fois. Et nous nous tenons prêts bien sûr pour tout engagement opérationnel qui nécessiterait notre présence. »



Sources : © Marine nationale

## Les Rafale du Charles de Gaulle s'entraînent avec l'armée de Terre

05/04/2012



Parti le 16 mars dernier de Toulon pour un mois de manœuvres en Méditerranée, dans le cadre de la remontée en puissance du groupe aéronaval français, le porte-avions Charles de Gaulle a apporté son concours à l'entraînement d'unités de l'armée de Terre qui vont être déployées en Afghanistan. Ainsi, le 28 mars, une patrouille de Rafale Marine du groupe aérien embarqué a participé à la préparation opérationnelle d'un Sous groupement tactique interarmes (SGTIA) appartenant au 16ème bataillon de chasseurs de Bitché. Les avions de combat de l'aéronautique navale sont intervenus sur le camp de Canjuers dans le cadre d'un entraînement d'appui aérien rapproché. « Lors de ces scénarios inspirés des situations

vécues en Afghanistan, les forces terrestres sont chargées de guider les aéronefs sur les objectifs désignés. Les tirs sont simulés mais les procédures d'appui feu sont les mêmes et la mission se rapproche de la réalité du théâtre afghan. Le Groupe Aérien Embarqué s'y était engagé en novembre 2010 dans le cadre de l'opération Pamir », rappelle la Marine nationale. « L'entraînement à ce type d'opération est essentiel puisqu'il nécessite à la fois un usage précis de la puissance de feu, un délai de réaction rapide et une bonne synchronisation avec les unités au sol en terrain hostile. Il s'inscrit dans la volonté des armées d'agir avec un haut niveau d'efficacité dans les opérations interarmées ».



Rafale M au catapultage (© : MARINE NATIONALE)



Rafale M au catapultage (© : MARINE NATIONALE)

## Tir Aster à bord du porte-avions Charles de Gaulle

Mise à jour : 03/04/2012 16:04

Dans le cadre de la remontée en puissance du Groupe Aéronaval, le 29 mars 2012, le porte-avions [Charles de Gaulle](#) a effectué un entraînement de tir de missile Aster 15 en Méditerranée. C'est le 8<sup>ème</sup> tir de ce type depuis l'histoire du porte-avions. Le dernier tir Aster 15 datait du 17 février 2010.

Objectifs du tir : vérification de l'état des munitions de combat, du bon fonctionnement du système d'armes SAAM et entraînement à la mise en œuvre des armes.



La cible avait été engagée à plus d'une dizaine de kilomètres du porte-avions, le drone remorqueur de cible qui simulait un avion du Groupe Aéronaval Embarqué en difficulté a été sauvé.



Sources : © Marine nationale

## La Marine nationale a porté secours à 270 personnes en 2011

Zone Militaire, 3 avril 2012 – 16:16



Dans le cadre de l'Action de l'Etat en mer (AEM), laquelle comprend toutes les missions ayant un rapport avec le domaine maritime à l'exception de celles qui relèvent de la défense, la Marine nationale a connu une activité intense au cours de l'année 2011, alors même qu'elle a été en même temps engagée au large de la Libye.

Ainsi, l'an passé, la Royale a consacré 150 jours de mer et 800 heures de vol pour les opérations de lutte contre la pollution marine, de secours et d'assistance en mer. En liaison avec les moyens de la Sécurité civile et la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) et sous la direction des CROSS (Centre régionale d'organisation des secours et du sauvetage), la Marine nationale a secouru 270 personnes en difficulté et porté assistance à 19 navires.

Pour ce qui concerne plus précisément la sauvegarde de l'environnement, ce sont 19 procès verbaux qui ont été dressés à l'encontre de bateaux indécents et les marins ont réalisé « 22 détections de pollution ».

Toujours dans le domaine de l'environnement, la Marine nationale a, dans le cadre de sa mission de police des pêches, contrôlé 4.300 navires, dérouté 51 d'entre eux et dressé près de 1.500 procès verbaux.

Cette mission de police, qui vise à protéger les ressources halieutiques, consiste notamment à observer les activités de pêches, contrôler journaux de bord ainsi que les matériels utilisés par les marins-pêcheurs ainsi qu'à examiner leurs prises.

Dans un tout autre domaine, la Marine nationale reste très active dans les zones connues pour être traversées par les routes de la drogue, notamment aux Antilles, en Méditerranée et dans le golfe de Guinée. L'an passé, ce sont 7 navires de trafiquants qui ont été interceptés, ce qui a permis de mettre la main sur plus de 9 tonnes de produits stupéfiants. Une [mention particulière](#) peut être adressée aux frégates Germinal (3,6 tonnes de cocaïne saisie en février 2011) et Ventose (2,5 tonnes quelques semaines plus tard).

Enfin, l'Action de l'Etat en Mer concerne également la lutte contre l'immigration clandestine. Pour cela, la Marine dispose de ses systèmes de surveillance côtiers (sémaphores), de patrouilleurs hauturiers et d'avions.

Elle est amenée à intervenir en coopération, sous l'égide de l'agence européenne FRONTEX, avec les marines d'autres pays du sud de l'Europe (Espagne, Grèce, Italie) touchés par l'intensification des flux migratoires clandestins. « Les opérations de lutte contre l'immigration illégale en mer s'apparentent le plus souvent à des actions de sauvetage, au regard des moyens de navigation précaires utilisés par les migrants » tient à préciser la Marine. « Le respect de la dignité de la personne humaine est une préoccupation constante (...) dans la réalisation de ces missions » ajoute-t-elle. Au total, ce sont donc 80 embarcations, 2.000 migrants clandestins et 120 passeurs qui ont été interceptés en 2011.

## Cambrésis is still alive



L'escadrille Tigre du **1.12 Cambrésis**, dissout, il y a quelques heures poursuit sa vie à Saint-Dizier, sur Rafale. Voici donc ce que devrait devenir le patch d'escadron du **1.7. Provence**. Comme ce blog l'avait expliqué, le Provence devrait participer, comme membre de plein droit, à son premier Nato Tiger Meet en juin, en Norvège.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/01/2012 01:55:00 PM](#)

## Mise en sommeil de l'escadron de chasse 1/12 Cambrésis

Zone Militaire, 30 mars 2012 – 14:40

Après 60 ans d'existence, l'escadron de chasse 1/12 Cambrésis, affecté sur la base aérienne 103 « Commandant Mouchotte » de Cambrai, va officiellement replier ses ailes, ce 30 mars.

Créé le 1er 1952 à Mont-de-Marsan à partir des escadrilles SPA 162 « Tigre » et SPA 89 « Guêpes », l'escadron Cambrésis, alors doté d'avions MD 450 Ouragan, est affecté à la 12ème Escadre de chasse et rejoint Cambrai un an plus tard.



Deux ans plus tard, l'escadron reçoit ses premiers Mystère IVA, puis, le 20 avril 1959, le tout nouveau Super Mystère B2. Cet appareil restera en service jusqu'à l'arrivée du Mirage F1C à Cambrai, en 1977.

Entre-temps, l'EC 1/12 Cambrésis s'associe avec le 74th Squadron de la Royal Air Force et le 79th Tactical Fighter Squadron de l'US Air Force pour fonder la Nato Tiger Association, laquelle est à l'origine du « Tiger Meet », le rassemblement annuel de toutes les unités aériennes de l'Otan ayant un tigre pour

emblème.

Engagé au Tchad, à partir de 1984, avec ses Mirage F1C dans le cadre des opérations Manta et Epervier, l'EC 1/12 Cambrésis est par la suite envoyé à Doha afin d'assurer la protection aérienne du Qatar lors de la première guerre du Golfe, déclenchée après l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein.

Après avoir été transformé sur Mirage 2000C, en 1992, le Cambrésis est déployé en Arabie Saoudite afin de participer à l'opération Alysse, laquelle vise à interdire tout survol du sud de l'Irak. Puis, en 1995, il est engagé en Bosnie, dans le cadre de l'opération Crécerelle.

L'escadron, auquel il a été ajoutée une troisième escadrille – la SPA 166 Tarn – prend ensuite part à l'opération Allied Force, au Kosovo, en 1999. Cette riche activité opérationnelle fera qu'il franchira le cap des 200.000 heures de vol à l'occasion de ses 50 ans.

Malgré sa mise en sommeil imminente, le 1/12 Cambrésis n'en a pas moins continué à effectuer ses missions. Jusqu'au 15 mars dernier, il a ainsi assuré l'alerte de défense aérienne 24 heures sur 24. Et le mois précédent, il a mené sa dernière campagne de tir à Solenzara, en Corse, afin de terminer la formation de ses jeunes pilotes.

Sur ses trois escadrilles, seules les traditions de la SPA 162 « Tigre » ne seront pas mises en sommeil. Elles seront en effet reprises par l'Escadron de Chasse 1/7 Provence de Saint-Dizier, lequel sera parrainé par la ville de Cambrai.

Quant à base aérienne 103, il lui restera, après le départ du Cambrésis, un radar de surveillance aérienne. Et, malgré les protestations d'élus et une pétition ayant récolté plus de 11.400 signatures, sa dissolution est programmée pour le 28 juin prochain, conformément à ce qui avait été décidé lors de la réforme de la carte militaire, en 2008. Son démantèlement devrait être achevé d'ici 2013.

Pour pallier à cette fermeture, la région de Cambrai a bénéficié de mesures d'accompagnement, avec un contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) d'un montant de 34 millions d'euros.

# «Once a Tiger... Always a Tiger»

Mise à jour : 04/04/2012 10:17 - Auteur : Lieutenant Charline Redin

L'escadron de chasse (EC) 1/12 «Cambrésis» de la base aérienne 103 de Cambrai-Epinoy a été dissous, le 30 mars 2012, lors d'une cérémonie très émouvante.



Sur le parking face à l'escadron de chasse, un Mirage 2000 C et un Rafale peints aux couleurs du tigre se font face. Une foule de militaires, d'autorités, d'aviateurs étrangers membres de la «Tiger Association» et de journalistes sont installés dans les tribunes. L'émotion est palpable, dans moins d'une heure, une page de l'histoire va se tourner...

C'est sous le commandement du général Joël Martel, major général de l'armée de l'air, ancien pilote de cette unité mythique, que l'EC 1/12

«Cambrésis» a transmis, au cours de cette cérémonie, ses traditions «Tigre» à l'EC 1/7 «Provence» de Saint-Dizier. Après avoir remis symboliquement le fanion de la SPA 162 au lieutenant-colonel Xavier Toutain, commandant de l'EC 1/7, le général Martel a procédé à la dissolution du «Cambrésis» l'année même où il fêtait son 60<sup>e</sup> anniversaire. C'est dans un silence quasiment religieux que les invités ont entendu résonner sur le parking ses mots: *«En ce jour, 30 mars 2012, l'escadron de chasse 1/12 «Cambrésis» est dissous. Nous honorons aujourd'hui votre fanion et rendons un hommage solennel à celles et ceux qui, sous ses couleurs, ont servi la France et ses valeurs, parfois jusqu'au sacrifice ultime».*

À l'issue de la cérémonie, les spectateurs ont assisté à une démonstration aérienne. Pour saluer le «Cambrésis», quatre Mirage 2000C de l'escadron mais aussi un Rafale, un Mirage F1CT, un Mirage F1B et un extra 300 de l'équipe de voltige se sont relayés dans le ciel du Nord-pas-de-Calais pour offrir un show d'exception.

Le personnel de l'escadron, les anciens et les invités se sont ensuite rendus dans le hangar de l'unité où les attendait une exposition de photographies et d'oeuvres des peintres de l'air.

Le lieutenant-colonel Jean-Luc Daroux, commandant l'EC 1/12, confie *« être très ému en ce jour. Cela fait une semaine que j'accueille mes équipages à l'issue de leur dernier vol »*. Il poursuit, *«nous y sommes, l'escadron est dissous. Les traditions Guêpes et Tarn sont mises en sommeil, tandis que la prestigieuse escadrille SPA 162, véritable colonne vertébrale de notre unité, s'envole vers Saint-Dizier. Je suis fier d'avoir commandé les hommes et les femmes du grand 1/12 «Cambrésis» dans cette dernière année»*. Il poursuit, *«je souhaite une longue vie aux Tigres du Provence, et «Once a Tiger... always a Tiger».*J'ai également une pensée toute particulière en ces moments pour mes prédécesseurs à ce poste».



Autour du lieutenant-colonel Daroux, de nombreuses figures de l'armée de l'air étaient présentes. Parmi eux, le général Achille Lerche, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et commandant de l'escadron de 1962 à 1963, le général Denis Mercier, commandant l'escadron de 1991 à 1994, le général Antoine Noguier, commandant en second de l'escadron de 1991 à 1993, et le général Jacques Bourillet, premier «Tiger One» de 1960 à 1962.



Le général Martel a clôturé cette cérémonie par un discours empreint d'émotion : *«Il est difficile de ne pas faire parler le cœur en pareille circonstance. Au moment de la décision de fermeture de l'escadron, je connaissais le sentiment qui pouvait ou allait assaillir ceux qui, passés au 1/12 et y ayant donné tout leur cœur, en gardent un sentiment précieux. Aujourd'hui, en présidant cette cérémonie, en vous voyant si nombreux, en vous voyant si complices, je sais que la nostalgie ne l'emportera pas sur le sentiment légitime de fierté d'avoir eu l'honneur de servir un jour au sein de cette prestigieuse*

*unité».*

1 Tigre un jour... tigre toujours.

## Atlantique 2, Falcon 50 et Awacs engagés dans la lutte contre la piraterie



**Atlantique 2 sur la base de Djibouti**  
crédits : EMA

05/04/2012

Les forces armées françaises maintiennent la pression sur les pirates sévissant au large de la Somalie. En plus des bâtiments de la Marine nationale engagés en mer dans le cadre d'Atalante, l'aéronautique navale et l'armée de l'Air fournissent d'importants moyens aériens à l'opération européenne de lutte contre la piraterie. Un avion de surveillance maritime Falcon 50 a, ainsi, rejoint Djibouti le mois dernier. Entre le 11 mars et le 2 avril, l'appareil a réalisé une quinzaine de missions et effectué plus de 80 heures de vol. Lundi, il a été relevé par un avion de patrouille maritime Atlantique 2, qui travaille avec un avion de détection et de contrôle aérien E-3F Awacs, déployé à Djibouti depuis le 26 mars. Tous deux sont engagés en appui de la force européenne Atalante, dont la France prendra le commandement le 7 avril », explique l'Etat-major des Armées.



Atlantique 2 à Djibouti (© : EMA)



E-3F Awacs (© : ARMEE DE L'AIR)



Falcon 50 (© DASSAULT AVIATION)

L'EMA précise qu'au cours de son déploiement, l'ATL2 effectuera des vols réguliers d'une dizaine heures au dessus du golfe d'Aden et de l'océan Indien. « Les images et données recueillies par les différents senseurs de l'aéronef et sa douzaine de membres d'équipage sont très importantes pour aider à lutter contre la piraterie. Elles sont exploitées par des spécialistes du renseignement, en particulier à bord du navire amiral de la Task Force 465, et permettent de mieux coordonner l'action des bâtiments de surface et de leurs hélicoptères embarqués ».

D'autres avions de surveillance et de patrouille maritime de plusieurs pays (Australie, Espagne, Etats-Unis, Luxembourg, Japon...) opèrent régulièrement dans la zone concernée par la piraterie au sein d'une des trois forces internationales (TF 465 Atalante, TF 508 de l'OTAN et TF 151 de la coalition Combined Maritime Forces) ou sous commandement national. « La coordination des vols et l'échange des informations recueillies par ces aéronefs permettent de lutter efficacement contre la piraterie notamment au large des côtes somaliennes », souligne l'EMA.

## Les Casa 235-300 en vol vers la MSO (actualisé)

Le 20 décembre, la DGA diffusait un communiqué pour se féliciter d'avoir reçu, le 17 novembre et avec deux mois d'avance le premier des huit Casa 235-300 commandés pour compenser les retards de l'A400M.

Patatras, les deux premiers avions ont été interdits de vol par l'armée de l'air après quelques heures seulement dans le ciel (et cette fois sans communiqué de presse). Les étapes de réception, effectuées notamment par la DGA ne sont pourtant pas réputées pour être très lâches mais elles ont laissé passer des éléments incompatibles avec la bonne sécurité des vols pratiquée dans l'armée de l'air.

Cette dernière a dû se résoudre à clouer deux appareils au sol, ainsi qu'un troisième, livré depuis sur la base de Creil. Une première, pour des appareils sortant de chaîne. Les avions ont repris des vols d'expérimentation seulement il y a 10 jours, explique-t-on dans l'armée de l'air. Où l'affaire embarasse (1) : on confie travailler d'arrache pied pour obtenir la mise en service

opérationnelle (MSO) rapidement, une fois toutes les garanties requises. Ce serait l'essentiel des efforts du **3.62 Ventoux** de Creil. Un optimiste espère déboucher "en avril-mai".

En avril, c'est connu, ne te découvre pas d'un fil. En mai, fais ce qu'il te plaît.

(1) on redoute sans doute un effet Charles-de-Gaulle : les opérationnels prenant dans la tête les déconvenues résultant de l'étape d'avant. Ici, malgré le défaut d'explications des uns et des autres, on fait la part des choses.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/05/2012 04:50:00 PM](#)

## Eurocopter dévoile son AAS-72X+



Le fabricant européen a dévoilé aujourd'hui son AAS-72X+, un biturbine léger de reconnaissance armée, lors de la convention annuelle de l'aviation légère de l'US Army. Cet appareil tente de séduire outre-Atlantique, et de se placer dans la brèche ouverte par le Lakota (1), fabriqué aux USA, sur la base (comme l'AAS-72X+) de l'EC-145.

Le projet peut aussi intéresser en France même, alors qu'à la fin de la décennie, les trois armées entendent commander un hélicoptère interarmées de cette gamme (le HC4). Les premiers recensement font état d'un peu moins de 200 exemplaires pour remplacer Alouette III, Gazelle Fennec et Puma SAR.

Le ministère de l'Intérieur a déjà reçu une cinquantaine d'EC145.

(1) Historiquement, le premier modèle vendu à l'état américain est le HH-65, destiné aux Coastguards. La division hélicoptères de la SNIAS avait racheté, en 1974, une usine de Vought Helicopters, sur place.

Ajoutée par [EADSNorthAmerica](#) le 2 avril 2012

EADS North America dévoile son éclairateur armé aérienne 72X + (AAS-72X +) Avril 2 2012 à l'annuelle de l'Association de l'Aviation militaire d'Amérique convention lors d'une conférence de presse à son exposition. David Haines, vice-président d'EADS North America de programmes giravions est montré

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/02/2012 07:42:00 PM](#)

## La DGA et la STAT font tester des VAB Ultima

La DGA et la STAT ont fait tester par des Felins du 16e BC des VAB Ultima, lors d'une campagne à Canjuers du 26 au 28 mars apprend-on. Ces VAB, qui pèsent deux tonnes de plus à vide et en

charge disposent de capacité de mobilité moins étendues, au profit de la protection du personnel embarqué. Ils concentrent, de fait, une batterie d'améliorations liées au retex afghan, comme des sièges suspendus, à même de mieux faire supporter l'effet des mines, ou des surprotections sur le tourelleau téléopéré, comme ce blog l'avait évoqué après le déploiement des premiers TOP.

La numérisation pénètre aussi à l'intérieur de l'habitacle, permettant aux occupants d'avoir une meilleure vue de son environnement. Cet atout existe déjà dans la plupart des armées modernes. Si le programme va au bout, 290 véhicules doivent être modernisés.

L'intégration de kits anti-RPG, tout comme de protections tireurs supplémentaires est déjà prévue. Avec l'Afghanistan, le [VAB a déjà bien évolué à travers le processus d'adaptation réactive](#). Citons entre autres les caillebotis en plastique, des marches pieds bricolés, [des lance-grenades de 40 mm sur TOP](#), ou [des détecteurs acoustiques de départ de coup](#). Même si la difficulté, sur tous ces additifs, consiste à [rester sur les chronologies prévues](#), et de conserver des capacités de mobilités aux véhicules. On le voit bien, de plus en plus alourdis, les VAB ont laissé en Afghanistan pas mal de ponts. Même si ce petit véhicule de 1976 aura réussi, dans la plupart des cas, à préserver ses occupants de la plupart des attaques à l'IED.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/04/2012 08:59:00 PM](#)

## De Kaboul à Neuvy-Pailloux : le périple d'un VAB éclopé



Lundi 2 avril, 12<sup>e</sup> base de soutien du Matériel (BSMAT). Pas de retard pour la SNCF : à 8 h 32, comme prévu, 500 m de wagons plats surbaissés ont pénétré sur le site situé au nord de

Châteauroux. A leur bord, les écopés des opex : quelques camions (GBC et TRM) mais surtout plusieurs dizaines de *VAB* (véhicules de l'avant blindé) stigmatisés, cabossés, mal en point.

La plupart rentrent d'Afghanistan. Quelques véhicules portent encore le marquage onusien ; ceux-là arrivent du Liban. Une poignée, en camouflage sable, est en provenance d'Abu Dhabi.

Leur périple donne une idée assez exacte de ce que sera le retrait d'Afghanistan des quelque 650 véhicules déployés au sein des forces françaises : 420 *VAB*, 74 camions, 45 *VBL*, 20 *PVP*, autant d'engins du Génie, 13 *AMX10 RC*, 10 *Aravis*, 8 *VBCI*, 2 *Buffalo*... Un retrait déjà ébauché (voir mon post du 7 février) et dont les modalités ont été rodées puisque de nombreux véhicules ont déjà fait la noria entre la France et l'Afghanistan.



Rassemblés à Kaboul, ces matériels empruntent une voie mixte (aérienne et maritime). Ils sont d'abord chargés à bord d'*Antonov 124* (cliquer sur la photo EMA ci-contre pour l'agrandir) et transportés jusqu'à Abu Dhabi (certains vols d'*AN124* se font directement sur Châteauroux mais à 38 000 € l'heure de vol, ce n'est pas la solution la plus économique). A Abu Dhabi, ces matériels sont chargés à bord de rouliers (Ro-Ro) qui rallient Toulon (avec de possibles escales, si besoin, à Djibouti et à

Beyrouth). Une fois en France, après une ultime étape ferroviaire, le périple se termine dans un des sites de la 12<sup>e</sup> ESMAT par où tout le matériel roulant doit transiter : Neuvy-Pailloux, près de Châteauroux (camions, *VAB*, porte-blindé), Gien, près d'Orléans (*VBCI* et, principalement, les véhicules de combat embarqué comme les *AMX10 RC*, les *Leclerc*, les *Sagaie*) ou encore Satory (*VLRA*, *TRM*, *P4*...).

Il existe trois bases de soutien du Matériel de l'armée de terre : la 5<sup>e</sup> à Draguignan (qui travaille surtout au profit des centres d'entraînement, comme Canjuers), la 13<sup>e</sup> à Clermont-Ferrand (plus spécialisée dans la maintenance VL, le stockage et la distribution des pièces) et la 12<sup>e</sup> BSMAT, « spécifique par sa taille, son éclatement et sa capacité à intervenir au plus haut niveau technique d'intervention (NTI 3) », explique le colonel Frédéric Bernard, le chef de corps de la 12<sup>e</sup> BSMAT (1 073 personnels dont 80 % de civils). Une unité "embasée" dans 4 BdD (base de défense) et 6 GSBdD...

Sur le site de Neuvy-Pailloux, plus de 5 300 véhicules ! Des véhicules neufs en attente de livraison aux unités, des véhicules réformés en attente de destruction ou de vente, et un parc destiné à être réparé. « Chaque véhicule qui rentre d'opex passe chez nous », précise Christian Bouyge, le responsable du Bureau Maintenance-Soutien, le « directeur technique » de la BSMAT qui va gérer cette année un plan de charge de 178 500 heures de travail. A lui de s'assurer que la réparation, la valorisation ou la remise en condition opérationnelle sont effectuées et que le véhicule pourra repartir en opex ou en unité. A lui et à ses chaudronniers, mécaniciens, tôliers, peintres, bourreliers, menuisiers de bientôt réceptionner les 300 véhicules qui doivent rentrer d'Afghanistan dans un premier temps.

Et le travail ne va pas manquer sur ces blindés et camions. « Un *VAB* qui rentre d'Afghanistan a vieilli à un rythme 3 ou 4 fois plus rapide que la normale », poursuit le colonel Bernard. « Il y a une usure généralisée du fait que le véhicule sort tous les jours, sur un terrain cassant, avec une poussière intense et des amplitudes thermiques très fortes »



« Chaque véhicule qui rentre passe par deux phases », explique le capitaine Claude Carpentier, qui commande le 11<sup>e</sup> groupement multitechnique et ses 150 ouvriers d'État. « D'abord une phase de tri (4 h) puis une phase de diagnostic (40 heures environs) qui permet de lancer les commandes de pièces. Une fois le lot de pièces confectionné, le véhicule peut être réparé. Pour un VAB, il faut compter entre 250 et 400 heures ».

Et s'il est irréparable ? « On peut d'emblée proposer la réforme si le véhicule est vraiment hors d'usage », précise Christian Bouyge. Sur quels critères ? Les coûts de réparations ? Puisque la comptabilité analytique fait toujours défaut, c'est en nombre d'heures que le « devis » est établi. « Si l'on dépasse les 500 heures de travail, le SIMT (service interarmées de maintenance de l'armée de terre) décide », explique le chef de corps. « Le problème, c'est que retirer du service, c'est bien ; encore faut-il pouvoir remplacer le véhicule ».

En cette période de basses eaux budgétaires, chaque véhicule est donc fait pour durer encore un peu plus, à coups de réparation, revalorisation (avec le programme « Ultima », le bien nommé, destiné aux VAB !). Et de cannibalisation... « Acquérir des pièces, c'est encore compliqué et long », explique Jean-Claude Logie, le responsable du 13<sup>e</sup> groupement des approvisionnements. « Certaines pièces ne sont plus fabriquées ; pour d'autres, les prix sont plus élevés et les délais plus grands. Alors, il reste les prélèvements ».



Le site de Neuvy-Pailloux (près de Châteauroux), l'un des quatre de la 12<sup>e</sup> BSMAT, a accueilli une trentaine de trains en 2011. Des trains qui rapatrient les véhicules endommagés en opex et ceux qui ont besoin d'une visite de niveau technique d'intervention 3 (NTI 3). Cette année, ce sera "un paquet car on est en phase de désengagement afghan", annonce le chef de corps.



Le rapatriement des véhicules se fait en deux étapes: un vol Kaboul-Abu Dhabi sur *Antonov* (dans le cadre du contrat SALIS) puis un transport par voie maritime jusqu'à Toulon. Certains vols relient directement Châteauroux (qui dispose d'une des plus longues pistes de France) à l'Afghanistan. Mais les tarifs ukrainiens sont prohibitifs.



Lundi dernier, un train est entré sur le site de Neuvy-Pailloux, un site créé en 1917 par l'armée britannique qui y avait installé une usine de montage de chars qui abrite actuellement les chaînes de réparation. En 1922, l'armée française y a implanté un parc d'artillerie lourde sur voie ferrée.

De Kaboul à Neuvy-Pailloux: ce type d'affichette est placardé sur chaque véhicule. Il comporte les informations nécessaires à un acheminement sans surprise du véhicule.



Ici, il s'agit d'un VAB qui a quitté Kaboul (ops PAMIR) le 16 février et qui est arrivé le 2 avril à la 12e BSMAT en charge de sa remise en condition.

Il y a fort à parier qu'il ne reprendra pas la route de l'Afghanistan mais sera reversé, après sa remise en condition, à une unité de l'armée de terre.

Aucun véhicule, quel que soit son état, ne sera abandonné en Afghanistan. Deux raisons à cela: 1) la volonté de ne laisser aucune prise de guerre aux insurgés qui pourraient se servir d'un blindé détruit et abandonné à des fins de propagande. 2) l'armée française est responsable de ses déchets et donc est déterminée à n'abandonner aucun matériel ou équipement susceptible de polluer

ou de blesser.



Après la phase de tri du véhicule pour en extraire les équipements légers, les outils etc, a lieu un diagnostic pour évaluer l'état du véhicule. Une quarantaine d'heures sont nécessaires aux ouvriers du 11e groupement technique pour réaliser cette phase essentielle car elle va déboucher sur la commande des pièces nécessaires aux réparations. Les stocks sont en effet très réduits.



Les services du capitaine Carpentier réceptionnent les pièces détachées nécessaires aux travaux. Une phase qui peut prendre du temps, vu le manque de pièces et la difficulté de se procurer certaines d'entre elles qui ne sont plus produites par l'équipementier. Un lot est constitué dans l'attente du passage du VAB sur les chaînes.



Il faut entre 250 et 400 de travail pour remettre un VAB en condition opérationnelle. Les travaux ont lieu dans l'ancienne usine construite en 1917 et dont la superficie est de 4,5 ha. 150 ouvriers y travaillent, s'occupant du diagnostic, du démontage, du prélèvement des pièces (si le véhicule est réformé), de la tôlerie, de la mécanique générale, de la peinture, de la bourrelerie.



Neuvy-Pailloux, c'est "une structure de type massivement industriel", selon le colonel Bernard, le chef de corps. Effectivement, le site a pendant 15 ans (1995-2010) effectué la valorisation des camions GBC8 KT en GBC 180. Sa diversification date de 2007, avec le développement des activités de maintenance et de réparations profondes des camions et VAB, et avec la préparation opérationnelle des matériels à projeter.



Rutilant! Moteur, train, blindage... Tout a été refait. Après la peinture a lieu la phase de parage: remise en place des sièges, des équipements (sauf de combat). Le VAB pourra repartir en unité ou être revalorisé par Renault dans le cadre, par exemple, du programme *Ultima*.

# Sagem DS va moderniser la conduite de tir des frégates de type Floréal

Zone Militaire, 30 mars 2012 – 17:27

Après les corvettes Baynunah destinées aux Emirats arabes unies et le patrouilleur hauturier L'Adroit, les [6 frégates de surveillance de type Floréal](#) de la Marine nationale seront prochainement, dans le cadre de la modernisation de leur conduite de tir, dotées du système optronique EOMS-NG (Electro-Optical Multifunction System – Nouvelle Génération), développé par Sagem DS.

[L'annonce](#) en a été faite ce 30 mars par la filiale du groupe Safran. Le contrat a été signé avec DCNS, sous la maîtrise d'ouvrage de la Direction générale de l'armement (DGA).

Le système EOMS-NG intègre sur un même équipement plusieurs fonctions, dont la veille infrarouge passive de typeIRST (Infrared Search and Track), l'identification, la poursuite et la conduite de tir, en l'occurrence, du canon de 100mm qui arme les frégates Floréal.

« Offrant un temps de réaction très bref entre détection et engagement », l'EOMS-NG « est particulièrement bien adapté aux missions de lutte contre la piraterie et les trafics illicites. Son concept de prises de vue panoramique à haute cadence équivaut à 100 caméras fixes » précise Sagem DS. La première frégate de type Floréal, dont la tête de série est entrée en service en 1992, en sera équipée dès cette année.

Par ailleurs, [selon le site Mer et Marine](#), la frégate antiaérienne Jean Bart a troqué, lors de son arrêt technique, son radar tridimensionnel DRBJ-11B pour une antenne SMART-S Mk2 qui, développée par Thales, permettra de détecter et de suivre un maximum de 500 objectifs à des distances comprises entre 150 mètres et 250 km. Le bâtiment pourra ainsi rester en service jusqu'en 2022.

# Le premier radar RBE2 AESA de série a été livré par Thales

Zone Militaire, 31 mars 2012 – 10:57



Plus d'un an après avoir validé ses performances à l'issue d'une campagne d'essais de trois mois, un premier exemplaire du radar RBE2 AESA (radar à balayage électronique 2 plans – Active Electronically Scanned Array, soit à antenne active) a été livré par Thales au constructeur aéronautique Dassault Aviation, à Mérignac.

« Cette livraison conforme au calendrier prévu, atteste de la grande maturité du RBE2 à antenne active AESA et confirme Thales dans son leadership européen dans le domaine des radars aéroportés de combat » a fait valoir le groupe d'électronique, dans son communiqué.

Il est prévu de monter ce RBE2 sur le Rafale C137 d'ici l'été prochain. L'avion de Dassault Aviation sera ainsi le seul, en Europe, à disposer d'un radar AESA, selon Thales.

La technologie AESA, difficile à maîtriser car il s'agit d'intégrer sur un même radar plus d'un millier de capteurs appelés Transmitter Receiver Module (TRM), offre plusieurs avantages importants.

En premier lieu, le RBE2 dispose d'une portée accrue par rapport aux systèmes actuellement en service, ce qui permettra, pour le Rafale, d'utiliser pleinement les capacités du missile Meteor. En outre, il peut détecter des cibles à signature réduite.

En outre, la redondance des TRM donne au RBE2 une très grande fiabilité. Ainsi, Thales indique qu'il sera possible d'utiliser cet équipement pendant 10 ans « sans intervention de maintenance ». Enfin, ce radar est plus difficilement détectable et moins perméable aux systèmes de brouillage étant donné qu'il peut travailler simultanément sur plusieurs fréquences différentes.

Par ailleurs, le chantier visant à porter au standard F-3 les dix premiers Rafale F1, livrés au début des années 2000 à la Marine nationale, a commencé depuis quelques semaines à l'Atelier industriel de l'aéronautique (AIA) de Clermont-Ferrand ([voir photos](#)). Ces appareils (M2 à M10, le M1 servant de banc d'essai) avaient été mis sous cocon dans l'attente de leur modernisation, laquelle leur donnera ainsi des capacités multi-rôles, alors que, jusqu'à présent, ils ne pouvaient qu'assumer des missions air-air.

La transformation de chaque avion demande 18 mois de travail. Les deux premiers Rafale modernisés doivent en principe être livrés en 2014, après un passage à l'usine Dassault de Mérignac. Et le dernier – le M1 – rejoindra sa flottille en 2

## Thales a finalisé l'acquisition de la société américaine Tampa Microwave

Zone Militaire, 5 avril 2012 – 9:32

Annoncée en décembre dernier, le groupe français spécialisé dans l'électronique de défense Thales vient de finaliser l'acquisition de l'entreprise américaine [Tampa Microwave](#), dont l'activité consiste à développer et à commercialiser des terminaux de communications tactiques par satellites (SATCOM).

La transaction, dont le montant n'a pas été dévoilé, a été autorisée par le Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS, Comité des investissements étrangers aux Etats-Unis), un organisme chargé de vérifier si les achats étrangers de firmes américaines ne présentent pas de menaces concernant la sécurité nationale.

Basée en Floride, Tampa Microwave a conçu des terminaux SATCOM Manpack à haut débit qui permettent de communiquer et de transmettre des vidéos sur un théâtre d'opérations au niveau tactique.

« Tampa Microwave s'est imposé sur le marché des SATCOM où il figure parmi les leaders; il enrichira de façon notable l'actuel portefeuille de Thales » avait expliqué, en décembre 2011, Allan Cameron, le Pdg de la filiale américaine du groupe français. « Ce rachat est l'illustration de la volonté de Thales d'asseoir ses perspectives de croissance à long terme sur son coeur de métier » avait-il ajouté.

## Rapport de la CIA : l'Iran a développé son activité nucléaire en 2011 !

-Jeudi, 05 Avril 2012 13:07

IRIB-Un rapport de la CIA qui a été transmis au Congrès américain révèle que l'Iran a développé son activité nucléaire durant l'année 2011.



L'Iran a poursuivi l'enrichissement de l'uranium et le développement de ses infrastructures nucléaires, affirme le rapport de la centrale de renseignements américaine. Téhéran aurait produit 4,9 tonnes d'uranium enrichi de basse qualité et continue ses activités de développement de missiles à courte et moyenne portée et sa technologie spatiale qui permettra le tir de missiles balistiques intercontinentaux, précise le rapport.

Rappelons que ce n'est pas le premier rapport américano-israélien publié contre le programme nucléaire iranien pacifique! En effet, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait évoqué de "sérieuses inquiétudes concernant une possible dimension militaire du programme nucléaire" de Téhéran dans un rapport publié le 8 novembre 2011.

L'AIEA avait précisé que, selon ses informations, "l'Iran a mené des activités visant à développer un dispositif explosif nucléaire", "qu'avant 2003, ces activités se sont déroulées dans le cadre d'un programme structuré, et que certaines activités pourraient toujours être en cours".

## Retrait US d'Afghanistan: 50 000 véhicules à rapatrier! Mais par où?

Ligne de défense, 04.04.2012



Le lieutenant général Mason, le patron de la logistique US, a beau rappeler que le retrait d'Irak a eu lieu dans les temps et que la "log" a suivi, il n'en reste pas moins inquiet. Quitter l'Irak via le Koweït et ses grands camps où le stockage du matériel est possible, n'a pas posé de

difficultés insurmontables. Une partie du matériel a, par ailleurs, été cédée ou vendue aux Irakiens (pour une valeur d'un milliard de dollars selon Mason).

Dans le cas du retrait annoncé d'Afghanistan, les choses se présentent de façon moins idéale.

1) Toujours selon le général Mason, les Américains anticipent de faire sortir du pays "la majeure partie de ce que nous avons en Afghanistan". Par exemple, ça signifie quelque 50 000 véhicules, qu'il va falloir préparer à un transfert, qui vont être soumis à un diagnostic pour connaître leur état et les réparations à effectuer (au pire, elles pourraient s'élever à 15 milliards de dollars) ou pour savoir s'il faut les réformer... 2 000 hommes vont être injectés dans le circuit "log" pour ces missions. En tout cas, pas question d'abandonner un hélicoptère ou un MRAP!

2) Quitter un pays enclavé, entouré de voisins qui ne sont pas tous bien disposés vis-à-vis de Washington et de l'Otan, constitue un autre défi. Et Mason de rappeler devant la Commission de la défense de la Chambre que depuis novembre, la route du Pakistan reste pratiquement fermée (cliquer [ici](#) pour lire mon dernier post à ce sujet). La PAKLOC (*Pakistan Ground Lines of Communication*) doit rouvrir de toute urgence pour permettre le début de l'évacuation du matériel vers les ports pakistanais. Actuellement, l'ISAF est contrainte d'utiliser la voie Nord, le fameux NDN (*Northern Distribution Network*) qui passe par le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan..., sans compter la Russie! Emprunter le NDN coûte trois fois plus cher que passer par la PAKLOC. Explication: c'est beaucoup plus long et il faut recourir à un pont aérien (avions militaires et civils)!

On devrait donc assister à d'intenses efforts diplomatiques US au Pakistan dans les mois à venir. Rien de tragique pour l'instant mais le retrait approche. Avec ses exigences, ses obstacles et ses coûts.

## L'armée américaine envisage de déployer des drones sur l'archipel australien des Cocos



Zone Militaire, 2 avril 2012 – 13:27

Désormais, la région Asie-Pacifique est prioritaire pour le Pentagone, notamment en raison de la montée en puissance, sur le plan militaire de la Chine, pays qui a d'ailleurs de multiples différends territoriaux avec ses voisins. A cela s'ajoute l'évolution de la situation en Corée du Nord, qui cherche à mettre au point des armes nucléaires.

Que ce soit pour le Japon, la Corée du Sud ou encore l'Australie, la possibilité qu'un conflit éclate est prise très au sérieux, d'autant plus que le renforcement des capacités militaires chinoises donne lieu à une course aux armements dans la région.

« La Chine sera de loin la plus puissante force militaire d'Asie (...). La modernisation de l'armée chinoise, par son rythme, son étendue et sa structure peut constituer une source

d'inquiétude pour ses voisins faute d'explication minutieuse » indiquait, par ailleurs, le dernier Livre blanc australien sur la défense.

Pour les Etats-Unis, la zone Asie-Pacifique, de par son dynamisme économique, sera « l'enjeu des 60 prochaines années », pour reprendre les mots écrits par Hillary Clinton publiés dans les colonnes de Foreign Policy. D'où la nécessité, pour Washington, d'y accroître sa présence militaire afin de contrer l'influence et la puissance grandissante de la Chine, d'ouvrir de « nouveaux marchés », de lutter contre la prolifération nucléaire et, en enfin, de garantir la « libre circulation des voies de navigation et de commerce ».

Dans ce but, les Etats-Unis et l'Australie ont convenu, en novembre dernier, de resserrer leurs liens militaires. Ainsi, Canberra a accepté que soient déployées sur son territoire des forces américaines. Un contingent de 2.500 soldats de l'US Marine Corps – les 250 premiers sont attendus dans les prochains mois – prendra ses quartiers à Darwin, dans le nord-ouest du pays tandis que des facilités seront accordées à l'US Navy, laquelle pourra envoyer des bâtiments faire escale à la [base navale HMAS Stirling](#) de Perth.

Mais d'après la presse australienne, il est aussi question que le Pentagone installe une base pour des drones Global Hawk sur une île de l'archipel coralien des Cocos qui, anciennement appelé « Keeling Islands », peuplé par un peu moins de 600 habitants. Situé dans l'océan Indien, à 2.768 km de Perth et à 800 km de l'île indonésienne de Java, il pourrait être une alternative à la base de Diego Garcia, utilisées jusqu'ici par les forces américaines.

Le Livre blanc australien de la Défense avait déjà mis en avant l'intérêt de l'archipel des Cocos; décrit comme étant « au centre stratégique » de « l'environnement opérationnel primaire » de l'armée australienne.

« Il nous donne l'occasion de détecter les incursions militaires potentiellement hostiles à des distance assez longues pour permettre une riposte efficace devant un adversaire qui pourrait atteindre le continent australien, et, en particulier, des centres de population des grandes infrastructures clés », indiquait encore le document.

**Si l'on en croit The Australian, les travaux nécessaires pour ce déploiement coûteraient entre 75 et 100 millions de dollars australiens. Déjà près de 18 millions auraient été investis pour rénover la piste d'aviation déjà construite dans l'archipel pour le trafic civil.**

## La portée du système antiroquette Iron Dome pourrait être étendue

Zone Militaire, 5 avril 2012 – 9:33

Le mois dernier, le Pentagone a fait part de son intention de demander au Congrès une enveloppe afin de financer le déploiement en Israël de nouvelles batteries du système antiroquette Iron Dome (Dôme de fer).

Développé par la société israélienne Rafael, l'Iron Dome permet de détecter et de suivre une roquette et de la détruire au moyen d'un missile si cette dernière présente une menace particulière. En 2011, les Etats-Unis ont financé ce programme à hauteur de 205 millions de dollars.

Les trois batteries du système Iron Dome, installées dans les environs d'Ashdod, d'Ashkelon et de Beer Sheva, ont été particulièrement efficaces lors de la dernière flambée de violence qu'a connue la bande de Gaza, après l'élimination de Zouheir al-Qaïssi, le chef des Comités de

résistance populaire (CRP), étant donné qu'elles ont affiché un taux de réussite compris entre 80 et 90%.

Selon les autorités israéliennes, il faudrait au moins 13 batteries pour assurer la sécurité sur l'ensemble des secteurs pouvant être menacés par des tirs de roquettes et d'obus de mortier. Actuellement, trois ont donc été installées et 7 autres, selon Rafael, ont été commandées.

Seulement, étant donné les restrictions budgétaires aux Etats-Unis et les relations parfois tendues entre Washington et Tel Aviv, notamment au sujet de l'opportunité d'une intervention militaire israélienne contre le programme nucléaire iranien, l'Etat hébreu, selon un responsable israélien cité par l'agence Reuters, craint de ne pas disposer de suffisamment de ressources pour installer autant de batteries Iron Dome que prévu.

Aussi, il serait envisagé d'accroître la portée de ce système. Actuellement, l'Iron Dome peut intercepter une roquette dans un rayon de 70 km. D'après le responsable israélien, il s'agirait de porter cette distance jusqu'à 250 km.

« En les déployant dans la région de Dan (près de Tel Aviv), les missiles auraient assez de rayon d'action pour défendre tous les fronts, au nord comme au sud », a-t-il ainsi affirmé, en faisant référence à la frontière libanaise, où le Hezbollah est actif, et la bande de Gaza.

## Le chasseur russe Su-35 surpasse le F-35 américain (Sukhoi)



Le chasseur russe Su-35

© RIA Novosti. Anton Denissov, 21:08 04/04/2012, **MOSCOU, 4 avril**

### Sur le même sujet

- [Pékin dément vouloir acheter 48 avions russes Su-35](#)
- [Avions Su-35: Moscou perdra des marchés en cas de contrefaçon chinoise \(expert\)](#)
- [Le premier chasseur russe Su-35S de série testé en vol](#)

## Multimédia

- [MAKS-2011: les nouveautés aéronautiques russes et étrangères](#)
- [Nouveaux essais du chasseur Su-35](#)
- [Les caractéristiques techniques du chasseur Su-35](#)

Le nouveau chasseur russe Su-35 surpasse de nombreux concurrents occidentaux, dont le chasseur américain de 5e génération F-35, a annoncé mercredi l'avionneur Sukhoi commentant le 500e vol d'essai du nouvel appareil effectué mardi dernier.

"On peut déjà affirmer que le Su-35/Su-35S offre de meilleures performances que ses concurrents et que ses équipements de bord permettent d'accomplir des missions plus variées (...). Grâce à ses caractéristiques, l'avion surpasse les chasseurs tactiques de génération 4 et 4+ de type Rafale, les chasseurs modernisés F-15, F-16, F-18, F-35 et peut faire face à l'avion F-22A", a indiqué le service de presse de Sukhoi dans un communiqué.

Les essais en vol du chasseur Su-35 ont commencé en 2008 et doivent prendre fin en 2012. Quatre chasseurs de série participent actuellement aux essais.

Le Sukhoi Su-35 est un chasseur polyvalent modernisé et hautement manœuvrable de génération 4++. Il fait appel aux technologies de cinquième génération qui lui assurent une supériorité sur les chasseurs de classe analogue. Sa vitesse maximale atteint 1.400 km/h près du sol et 2.400 km/h en altitude. Son plafond opérationnel est de 18.000 mètres. L'appareil est capable de détecter des cibles volantes à une distance de plus de 400 km. Son radar de bord peut détecter et surveiller plusieurs cibles à la fois à une distance de plus de 80 km.

## Les caractéristiques techniques du chasseur Su-35

### Histoire

- Mis au point par le bureau d'études Sukhoï sur la base du Su-27
- Premier vol: **1988**
- Début de production en série: **1995**
- Durant la seconde moitié des années 1990 le programme a été gelé
- Reprise de la production (nouvelle version): **2006**
- Premier vol (nouvelle version): **2008**
- La version pour les forces aériennes russes est baptisée Su-35S. D'ici 2015, l'armée russe recevra 48 avions de ce type

### Armement

- Charge maximale – **8 t**
- **12** points d'emport
- Canon aérien de **30 mm**
- Armements de classe air-air et air-surface

### Particularités principales

- *haute manœuvrabilité*
- *avionique sur la base d'un système digital de contrôle*
- *Radar de détection à longue portée et possédant un nombre supérieure de cibles engagées*
- *moteurs de forte puissance à vecteur de traction orientable*
- *faible niveau de détection par les radars*

### Chasseur polyvalent à haute manœuvrabilité



Génération:	<b>4++</b>
Équipage:	<b>1 pilote</b>
Masse maximale au décollage:	<b>34,5 tonnes</b>
Vitesse maximale:	<b>2500 km/h</b>
Rayon d'action:	<b>3600 km</b>
Plafond:	<b>18 km</b>

Le F-35 américain possède un plafond opérationnel de 18.200 mètres, sa vitesse maximale est d'environ 1.900 km/h.

## L'étrange trajectoire de la fusée nord-coréenne

Par [Cyrille Vanlerberghe](#) Mis à jour le 02/04/2012 à 20:01 | publié le 02/04/2012 à 16:47

[Réactions](#) (28)

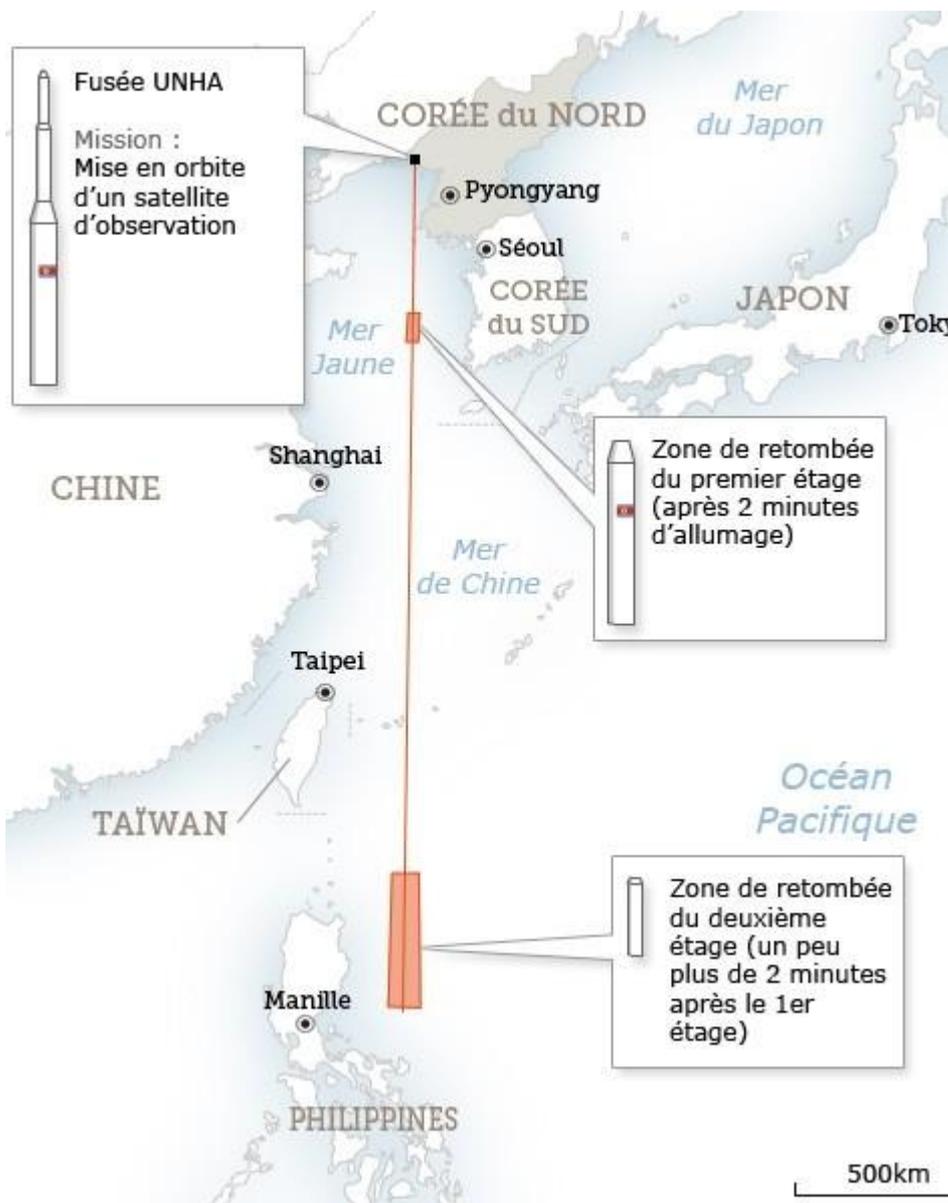


Vue satellite du pas de tir de la fusée nord-coréenne datée du 20 mars 2012. Crédits photo : Anonymous/AP

**INFOGRAPHIE - La trajectoire du prochain lancement spatial de la Corée du Nord va passer au large des Philippines, une direction incompatible avec la mission d'observation «civile» annoncée pour le satellite.**

Le projet de lancement d'un satellite par la Corée du Nord entre le 12 et le 16 avril provoque de nombreuses inquiétudes, les États-Unis et le Japon dénonçant un «test déguisé» de missile balistique. Le régime de Pyongyang assure qu'il s'agit d'un **petit satellite civil** d'observation de la Terre, destiné à «l'étude des forêts et des ressources naturelles de la République populaire démocratique de Corée».

Ted Molczan, un amateur canadien spécialiste de l'observation des satellites, a révélé sur le site [satobs.org](#) que la trajectoire de lancement annoncée n'était pas compatible avec le type d'orbite donnée pour le satellite, qui serait héliosynchrone. Ce type d'orbite est utilisé par les satellites espions ou les appareils d'observation qui survolent les parties éclairées du globe, toujours à la même heure.



Même si la mission réussit, ce qui est loin d'être certain au vu du **dernier échec en 2009**, le petit satellite d'une centaine de kilos se retrouverait rapidement en train de survoler la Terre de nuit, et serait incapable de remplir sa mission.

L'amateur canadien, qui a déjà à son tableau de chasse la détermination de la trajectoire de dizaines de satellites militaires ultrasecrets, américains comme russes, fonde son argumentation sur la position des zones d'exclusion maritimes et aériennes indiquées par la Corée du Nord, pour éviter les accidents lors de la chute du premier et du deuxième étage de la fusée.

Il remarque ainsi que la direction de tir de la fusée sera d'environ 181 degrés (presque plein sud), alors que «pour être héliosynchrone, une orbite à 500 km d'altitude» devrait avoir «un azimut de lancement d'approximativement 192,3 degrés». Pour lancer la fusée **Unha-3** sur la bonne orbite héliosynchrone, la trajectoire devrait presque survoler Shanghai, ce qui serait un risque inacceptable pour la Chine, principal allié du régime communiste nord-coréen.

L'unique autre solution serait de décoller sur une trajectoire plein sud puis d'incurver le cap vers l'ouest en fin de vol, mais la position de la zone de retombée du deuxième étage, à l'est des Philippines, exclut cette possibilité, que la Corée du Nord ne maîtrise d'ailleurs probablement pas d'un point de vue technique.

Avec la position géographique du pays, encadré par la Chine, la Corée du Sud et par le Japon, les trajectoires de lancement accessibles sont très limitées, réduisant grandement les futures capacités spatiales du régime de Pyongyang. L'Iran, qui a réussi sa première mise en orbite d'un satellite en 2009, connaît pratiquement **les mêmes limitations**.

## Israël dispose d'un porte-avions... En Azerbaïdjan!, selon Foreign Policy

Ligne de Défense, 01.04.2012



Quand le très sérieux et généralement bien informé *Foreign Policy* écrit qu'Israël vient de s'acheter un nouvel aéroport (lire l'article "[Israël's Secret Staging Ground](#)") et que cet aéroport s'appelle l'Azerbaïdjan, on peut penser que l'Etat hébreu continue de planifier une éventuelle attaque contre l'Iran. L'information a été démentie partout. Sauf à Washington où l'aventurisme belliqueux de certains dirigeants hébreux inquiète toujours autant.

Bakou qui a acheté des armes en Israël pour [1,6 milliard de dollars](#), en février, a peut-être ainsi trouvé un bon moyen de régler une partie de la facture. Louer un/des aéroport(s) de l'ère soviétique!

Un tel scénario est plausible: l'utilisation d'aéroports en Azerbaïdjan résoudrait bien des problèmes logistiques et permettrait à l'aviation israélienne de mener à bien des raids air-sol et d'assurer les missions de supériorité aérienne sans avoir à résoudre d'insurmontables problèmes de carburant. Le recours à ces pistes permettrait aux appareils israéliens de se poser en fin de mission et de se ravitailler en cas de seconde frappe air-sol.

On lira sur le site [The Aviationist](#) (la photo fictive ci-dessus vient de cet excellent site) un sujet sur le choix des aéroports qui pourraient accueillir les avions israéliens en cas d'attaques.

# L'Inde envisage de louer un second sous-marin à la Russie

Zone Militaire, 4 avril 2012 – 16:37

Le ministre indien de la Défense, A.K. Antony, a officiellement prononcé, ce 4 avril, l'entrée en service officielle, au sein de la marine du pays, du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) INS Chakra II.

Ce bâtiment est en fait le Nerpa, un submersible russe de la classe Akula que Moscou a loué à New Delhi pendant 10 ans et pour 920 millions de dollars. Initialement, il avait été prévu que ce SNA soit remis à l'Inde en 2009. Seulement, des problèmes techniques, dont une défaillance de son système anti-incendie qui causa la mort par asphyxie de 20 marins et techniciens, retardèrent sa livraison et cette dernière n'avait pu être faite qu'en décembre dernier.

L'INS Chakra va donc rejoindre les 14 autres sous-marins à propulsion classique actuellement mis en oeuvre par la marine indienne, dont 10 Kilo/Sindhuhosh, également d'origine russe, et les 4 de type 209 (classe Shishumar) de fabrication allemande.

Pour l'Inde, le développement d'une force océanique est une priorité, afin de contrer les ambitions prêtées à la Chine dans la région. Le pays met actuellement au point le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) de la classe Arihant, lequel prendra bientôt une part active à la dissuasion nucléaire indienne. Par ailleurs, 6 sous-marins classiques de la classe Scorpène, vendus par DCNS, sont en cours de construction au chantier naval Mazagon Dock Limited, à Bombay.

Et il est aussi question de doter la marine indienne de 6 autres sous-marins, ce qui donne lieu à des tensions au sein de l'état-major avec ceux qui pensent que la priorité devrait être donnée à la modernisation de la flotte de surface.

Quoi qu'il en soit, le ministre A.K Antony a précisé les intentions indiennes en la matière. Ainsi, il a indiqué, ce 4 avril, que New Delhi est en train d'étudier une proposition consistant à louer un second SNA de type Akula à la Russie. « Nous n'avons pas encore pris de décision » a-t-il toutefois nuancé. Mais, en tout cas, l'aspect financier d'une telle opération ne semble pas constituer un obstacle insurmontable. « L'Inde peut se le permettre. C'est raisonnable » a-t-il estimé.

## En 4 ans, les forces aériennes indiennes ont perdu 33 avions de combat

Zone Militaire, 1 avril 2012 – 11:32

Selon le ministre indien de la Défense, A.K Antony, qui [s'est exprimé sur le sujet devant le Parlement](#) le mois dernier, les forces aériennes du pays ont perdu 33 avions de combat au cours de la période allant du 1er avril 2008 au 13 mars 2012, sur un total de plus de 600 appareils mis en oeuvre au sein de l'Indian Air Force (IAF) et de l'Indian Naval Air Arm. Et c'est sans oublier les accidents de 10 hélicoptères et de 17 autres avions militaires.

En service depuis les années 1960, le MiG-21 Bison peut être considéré comme étant le « faiseur de veuves » de l'IAF puisque pas moins de 16 exemplaires ont été perdus au cours de cette

période. Au total, ce sont 27 MiGs qui ont été impliqués dans des accidents, de même que 3 Sukhoi SU-30, 1 Jaguar et 2 Mirage 2000H, dont un a été perdu le 24 février dernier.

Ces accidents ont causé la mort de 26 militaires indiens – dont 13 pilotes – ainsi que celle de 6 civils. Selon A.K Antony, ce taux d'attrition particulièrement élevé s'explique par des erreurs humaines et des problèmes techniques. Sans oublier la vétusté de certains modèles, à commencer d'ailleurs par les MiG-21, qui seront remplacés une fois que le contrat MMRCA (Medium Multi-Role Combat Aircraft) sera finalisé avec Dassault Aviation.

[Pour l'ambassadeur russe en poste à New Delhi](#), Alexandre Kadakin, le nombre élevé d'accidents ayant impliqué des MiG n'est pas surprenant. Selon lui, l'IAF doit revoir ses procédures d'acquisition en matière de pièces de rechange, dont certaines ne seraient que des contrefaçons.

« Pour les avions MiG et autres, vous avez besoin de pièces authentiques. Aussi, vous n'avez pas à être surpris si vos avions tombent à cause de pièces de rechange achetées auprès de sources non autorisées » a-t-il fait valoir. « Nous ne sommes pas contre le fait que l'Inde achète ailleurs si elle obtient de meilleures choses. Nous n'allons pas entrer en concurrence avec d'autres. Nous avons notre propre niche en matière de coopération avec l'Inde et nous ferons ce que nos amis indiens nous demandent de faire » a-t-il ajouté.

Cela étant, même si ce taux d'attrition demeure élevé (la moyenne pour les forces aériennes modernes est de l'ordre de 1,5 avion perdu toutes les 100.000 heures de vol), il est en constante régression depuis les années 1980, où l'on pouvait compter plus de 30 accidents par an.

Toujours est-il que des mesures ont été annoncées pour améliorer davantage la sécurité des vols. Ainsi, selon A.K Antony, l'accent va être mis sur l'utilisation des simulateurs de vol pour former les pilotes aux « procédures et opérations de secours ». Des cours de gestion des risques opérationnels, notamment, mais aussi de psychologie, leur seront en outre dispensés.

Enfin, les avions estimés comme étant les plus dangereux sont progressivement retirés du service, en fonction de leur potentiel restant et des retours opérationnels. « Ceci est un processus continu » a fait valoir le ministre indien de la Défense.

## Trois pays africains ont acheté des avions Super Tucano

Zone Militaire, 4 avril 2012 – 12:37



Après un exercice 2011 difficile marqué des pertes et un début d'année plombé par l'annulation par le Pentagone d'un contrat de 350 millions de dollars pour la livraison d'A-29 Super Tucano, le constructeur aéronautique Embraer, le 3e mondial derrière Boeing et Airbus, vient d'obtenir plusieurs succès en Afrique.

En effet, la semaine passée, l'avionneur brésilien a annoncé avoir vendu plusieurs

exemplaires de son A-29 Super Tucano pour 135 millions d'euros à trois pays africains, la logistique et l'entraînement compris.

« L'armée de l'air du Burkina Faso a reçu trois appareils qui serviront au contrôle des frontières du pays et celle d'Angola en a acquis six pour le même usage » a indiqué Embraer, par voie de communiqué. L'autre pays concerné est la Mauritanie, qui a acquis un nombre non précisé d'A-29 pour le « contrôle des rebelles ».

« Le Super Tucano a une grande efficacité et des coûts d'exploitation peu élevés. Il a la capacité de remplir des missions contre des rébellions et il est idéal pour le continent africain », a expliqué Luiz Carlos Aguiar, le président d'Embraer Defense and Security.

Ces contrats ont été signés alors que les industriels sud-africains Aerosud et Paramount proposeront bientôt [l'Advanced High Performance Reconnaissance Light Aircraft \(AHLAC\)](#), un avion très léger spécialement conçu pour des missions de surveillance pour un coût unitaire de 10 millions dollars.

Quoi qu'il en soit, les forces aériennes mauritaniennes connaissent bien les avions d'Embraer étant donné qu'elles mettent en oeuvre 3 EMB-312F Tucano (1 a été perdu l'an passé) cédés par la France en 2010. Ces avions, avant de connaître la rigueur du climat désertique, étaient utilisés pour la formation des élèves de l'Ecole de l'Air de Salon de Provence.

Par ailleurs, la Mauritanie est particulièrement en pointe dans la lutte contre les cellules d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Et les moyens aériens y ont évidemment un rôle prépondérant alors que Nouakchott dispose d'une force aérienne modeste, avec, outre les Tucano, des avions anciens et légers, ainsi que des hélicoptères de facture chinoise.

Le mois dernier, l'aviation mauritanienne a effectué un raid aérien à une soixantaine de kilomètres de Tombouctou, au Mali, pays actuellement en proie à une rébellion touareg à laquelle sont venus se greffer des éléments jihadistes. Ce raid, au bilan demeuré flou, visait le groupe « Serya de al-Fourqane », qui, proche d'AQMI et dirigé par Yahya Abou al-Hammam, avait relâché un gendarme mauritanien en échange de la libération d'un ressortissant malien, soupçonné d'appartenir à la mouvance radicale.

## L'achat d'avions F-35 par le Canada sévèrement critiqué par le contrôleur des finances publiques

Zone Militaire, 3 avril 2012 – 17:35

Le vérificateur général du Canada (dont la fonction est de contrôler les finances publiques du pays), Michael Ferguson, a envoyé plusieurs missiles sur le projet d'Ottawa d'acquérir 65 exemplaires de l'avion de combat F-35, actuellement en cours de développement chez le constructeur américain Lockheed-Martin, afin de remplacer les CF-18 des forces aériennes canadiennes.

Dans son premier rapport rédigé depuis son entrée en fonction, Michael Ferguson a déploré le fait que le ministère canadien de la Défense n'ait pas montré « la diligence nécessaire pour un engagement de 25 milliards de dollars » et que le processus d'achat du F-35 comporte « des faiblesses importantes ».

Officiellement, le coût d'acquisition des 65 F-35 serait de 9 milliards de dollars et celui concernant leur maintien en condition opérationnelle s'élèverait à 16 milliards. Or, pour le vérificateur général, il n'y a aucune documentation permettant de déterminer avec précision ce dernier montant, lequel a été estimé avec une durée de vie des appareils de 20 ans au lieu de 36, qui est la période de référence généralement utilisée pour ce genre de calculs.

De même que le taux d'attrition de ces appareils – ce qui suppose le remplacement des avions perdus – n'a pas du tout pris en compte par le gouvernement canadien, pas plus que les coûts de leur remise à niveau ainsi que ceux des armes appelées à les équiper.

D'autre part, le rapport souligne que les retombées pour l'industrie aéronautique canadienne – qui ont constitué l'un des arguments principaux pour justifier l'achat du F-35 – ne sont « aucunement assurées ». « Les estimations du gouvernement ne sont fondées que sur des hypothèses et n'ont d'ailleurs pas fait l'objet de validation indépendante » affirme Michael Ferguson.

En outre, le vérificateur général critique le processus d'acquisition des F-35. En effet, étant donné que le Canada a été partie prenante du programme Joint Strike Fighter, le ministère canadien de la Défense aurait dû s'assurer que l'appareil allait correspondre aux besoins de ses forces aériennes. Ce qui n'a pas été le cas, la décision ayant été prise « sans les approbations nécessaires ou la documentation à l'appui ».

Du coup, cet engagement a fait qu'un appel d'offres pour remplacer les CF-18 était devenu superflu. « Il était trop tard pour lancer un processus concurrentiel équitable » insiste le vérificateur, qui a par ailleurs exprimé de « sérieuses réserves quant à l'exhaustivité des renseignements sur les coûts fournis aux parlementaires ».

Enfin, le vérificateur général a également noté l'absence d'informations au sujet de l'échéancier du programme et des difficultés techniques rencontrées et déploré qu'il n'y ait pas d'alternative prévue en cas de problème majeur avec l'achat des F-35.

Par ailleurs, selon les dernières estimations – revues à la hausse – du Pentagone, le programme Joint Strike Fighter coûterait 1.510 milliards de dollars sur plus de 50 ans, soit pendant toute la durée de vie des 2.443 F-35 qu'il compte acquérir. Ce coût comprend le prix d'achat, la maintenance, les éventuelles modernisations, etc...

En outre, Lockheed-Martin a annoncé, le 30 mars dernier, que les coûts de développement du F-35 ont augmenté de 4,3% en 2011, ce qui les portent désormais à 395,7 milliards de dollars.

## Mitsubishi Heavy Industries poursuit le développement de l'avion furtif ATD-X « Shinshin »

Zone Militaire, 2 avril 2012 – 16:50



Il a beaucoup été question, ces derniers temps, du Chengdu J-20, l'avion supposé être furtif développé par la Chine et dont les premiers clichés ont circulé en décembre 2010. En revanche, le projet du ministère japonais de la Défense de mettre au point un appareil dit de 5ème génération a été plus discret.

Pourtant, il a [été question de ce programme dès 2005](#) afin de parer au refus du Congrès américain de vendre des avions F-22 Raptor aux forces aériennes d'autodéfense japonaise et de prendre en compte l'évolution des capacités aériennes chinoises. Connu sous le nom d'Advanced Technology Demonstrator – X (ATD-X) « Shinshin », ce projet a été confié à Mitsubishi Heavy Industries (MHI).

Et, le 28 mars dernier, l'industriel nippon a annoncé, [par voie de communiqué](#), avoir commencé l'assemblage d'un modèle grandeur nature de cet appareil en vue de devenir à des fins d'essais en vue de réaliser un premier prototype dont le vol inaugural aurait lieu en 2014. Il s'agit ainsi de valider les formes de l'ATD-X et d'obtenir des données sur les comportements de ses matériaux et de sa structure.

A terme, l'ATD-X est appelé à remplacer les Mitsubishi F-2 (des F-16 construits sous licence) et les Mitsubishi F-15 ou à constituer une alternative dans le cas où Tokyo renoncerait à l'achat des 42 F-35 commandés en décembre dernier et qui pourrait être annulé dans le cas de dépassements de délais et de coûts trop importants.

Initialement, le coût de la phase de développement ce programme a été [évalué à 419,8 millions de dollars](#). L'appareil devrait être propulsé par deux moteurs Ishikawajima-Harima Heavy Industries XF5-1 de 10 tonnes de poussée chacun (15 tonnes avec la post combustion) et disposer d'un radar à antenne active, de la poussée vectorielle et d'autres équipements électroniques.

Cela étant, comment un pays comme le Japon, qui n'a pas développé d'avions de combat performants depuis la Seconde Guerre Mondiale est en mesure de concevoir un appareil aussi ambitieux sur le papier?

La construction, sous licence, et avec [des transferts technologiques](#), d'avions de combat américains tels que les F-15 et F-16, aura permis à l'industrie japonaise de conserver des compétences qu'elle aurait perdues si Tokyo s'était contenté de faire des achats sur étagère. Cependant, l'ATD-X n'a pas encore volé et l'on ignore, par conséquent, ce qu'il vaudra sur un plan opérationnel. L'avenir le dira, même s'il est permis de nourrir quelques réserves.

## La marine russe commande des MiG-29 pour le Kuznetsov

Un MiG-29 KUB lors d'une campagne d'essais sur le Kuznetsov  
crédits : MARINE RUSSE

04/04/2012

L'aviation embarquée russe va bien se moderniser. Le contrat portant sur



l'acquisition de nouveaux avions de combat a été signé. En tout, la marine russe va acquérir 20 MiG-29K et 4 MiG-29 KUB, dont les livraisons sont prévues entre 2013 et 2015. Ces appareils polyvalents, capables de mener des missions de défense aérienne et d'assaut, seront mis en oeuvre à partir du porte-avions Kuznetsov. Mis en service en 1991, ce bâtiment n'emporte actuellement que des intercepteurs Su-33 Flanker. L'arrivée des MiG-29 offrira donc de nouvelles capacités offensives au groupe aéronaval russe.

## Livraison du quatrième patrouilleur norvégien du type Skjold



Un patrouilleur du type Skjold  
crédits : DCNS

03/04/2012

La marine norvégienne a pris livraison, le 29 mars, du quatrième des six patrouilleurs lance-missiles à effet de surface du type Skjold. Le Glimt rejoint ainsi ses trois aînés, les Storm, Skudd et Steil, livrés les 9 septembre et 28 octobre 2010, puis le 30 juin 2011. Cet ambitieux programme est porté par un consortium formé par deux acteurs norvégiens, le chantier Umoe Mandal et le groupe Kongsberg Defence & Aerospace, et par **le Français DCNS, maître d'œuvre du système de combat SENIT 2000 équipant ces bâtiments**. Longs de 54 mètres pour une largeur de 14 mètres, les Skjold affichent un déplacement de 270 tonnes. Capables d'atteindre la vitesse de 50 nœuds, ils sont dotés de quatre turbines Pratt & Whitney et deux hydrojets Kamewa (Rolls-Royce), avec une puissance propulsive de 12.000 kW. L'armement comprend 8 missiles antinavire NSM, une tourelle de 76mm et deux mitrailleuses de 12.7mm, alors que les équipements électroniques sont composés d'un radar de veille tridimensionnel MRR-3D, une conduite de tir CEROS 200-NG, un système de désignation visuelle QPD, un système de veille optronique VIGY-20, un lance-leurres MASS et un ensemble de guerre électronique. En outre, les nouveaux patrouilleurs norvégiens disposent d'importants moyens de communications, avec des liaisons de données L11 et L16, leur permettant de s'intégrer dans une opération interarmées et interalliés.

# Mise en examen du chauffeur de la fourgonnette qui a fauché des militaires du 2ème RIMa

Zone Militaire, 30 mars 2012 – 17:24



Le conducteur de la fourgonnette qui a fauché un groupe de marsouins appartenant au 2ème Régiment d'Infanterie de Marine (RIMa) d'Auvours, dans la Sarthe, a été mis en examen pour « homicide involontaire et blessures involontaires ». Hospitalisé puis mis en en garde à vue à la brigade de gendarmerie de Saint-Mars-la-Brière, cet homme, âgé de 32 ans, a été placé sous contrôle judiciaire et interdiction lui a été faite de prendre un volant.

Pour mémoire, des militaires du 2e RIMa ont été percutés à l'aube, le 29 mars, alors qu'ils terminaient une marche de 50 km. Le sergent Alexandre Blaize (photo ci-contre), 27 ans, a été tué. Il avait été déployé pendant 6 mois, en Afghanistan, l'an passé (GTIA Richelieu). Deux autres marsouins, gravement blessés, ont été admis à l'hôpital d'Angers.

L'accident s'est produit sur une route départementale, dans les secteur de Fatines, près du Mans. [Selon l'édition sarthoise du quotidien Ouest France](#), la vitesse y est limitée à 70 km/h mais « peu de gens la respectent » selon des

riverains. En outre, les marsouins étaient censés être dotés d'un « dispositif de signalisation », de « brassards » et de « lampes ».

## Le 2e REG champion de France



C'est un légionnaire du **2e REG**, le sergent **Roslonski** (photo : Légion étrangère) qui s'est imposé au 50 m et 100 mètres nage libre, ce weekend, à Rennes, lors d'une rencontre des clubs de la défense. Le nageur est issu du service des sports du régiment.

La légion n'avait hébergé de champion dans ces domaines depuis 2005.

# « Galula : ce grand méconnu » entretien avec Gregor Mathias

Written by F. de St V. on avril 4, 2012 – 9:00 -

*Galula. Ce nom a été et est encore sur toutes les lèvres dès lors qu'il s'agit d'aborder l'histoire militaire de la guerre d'Algérie, la diffusion d'une « école française » de la contre-insurrection (si elle a un jour existé), parler de l'influence de penseurs français sur des sommes de tactiques reprises par des militaires américains, etc. Mais que sait-on vraiment de cet officier français ?*

*Peu de choses au fond, d'où le grand intérêt du travail de Gregor Mathias, historien spécialisé sur la guerre d'Algérie et auteur de la biographie ([en premier en Anglais](#) et depuis peu [en Français chez Economica](#)) la plus complète sur le personnage. Il a bien voulu répondre à quelques questions de l'Alliance Géostratégique. Nous le remercions vivement.*



**Avant de passer quelques années en Algérie, David Galula est attaché militaire en Chine, se rend dans les Philippines et en Indochine puis est observateur pour l'ONU en Grèce. En quoi ces expériences façonnent Galula et ont un impact sur ses futures réflexions ?**

D. Galula est attaché militaire à l'ambassade française de Pékin de 1945 à 1949. Comme officier du 2e Bureau (ndlr : celui en charge du renseignement dans les unités militaires), il étudie la guerre civile chinoise qui oppose les troupes communistes de Mao aux troupes nationalistes de Tchang Kai Chek. Ces dernières sont plus nombreuses et mieux armées, mais subissent revers sur revers depuis 1945 jusqu'à la prise de pouvoir victorieuse des troupes de Mao. La mission de D. Galula au 2e Bureau est d'étudier les tactiques des nationalistes et des

communistes, pour cela il analyse la presse nationaliste, les communiqués militaires, et rencontre les officiers d'état-major de l'armée nationaliste. [Read more »](#)

# « Replacer l'armée dans la nation », entretien avec le chef de bataillon Hugues Esquerre

Written by F. de St V. on mars 28, 2012 – 9:00 -



« Il est plus que nécessaire de rapprocher les armées de la Nation, pour l'intérêt des armées, mais aussi pour celui de la Nation ». Voici en quelques mots la thèse défendue par le chef de bataillon Hugues Esquerre (breveté de l'École de Guerre), auteur d'un essai récemment paru chez Economica (disponible ici sur [le tout récent site de ces éditions](#)). Pour comprendre le pourquoi et le comment de cette question qui touche civils et militaires, l'Alliance Géostratégique l'a rencontré.

Nous le remercions

Est-ce si évident aujourd'hui que l'armée de la Nation soit aussi l'armée dans la Nation ? Est-ce nécessaire ? Non à la première question et oui à la seconde répondrait l'auteur qui en une centaine de pages dresse un constat (et explique comment nous en sommes arrivés là), appelle à un changement et propose des pistes de réflexion et d'action « *non niaises* » pouvant être facilement mises en place. [Read more »](#)

## L'équipe d'enduro de l'armée de terre remporte la coupe de France

Mise à jour : 03/04/2012 10:41

La coupe de France d'enduro s'est déroulée le 11 mars 2012 à St Marcel d'Ardèche. Les quatre militaires du 503<sup>e</sup> régiment du train remportent l'épreuve en catégorie « Team ».



Un parcours très exigeant, 3 tours de 60 kilomètres, a permis de départager les 360 concurrents présents à St Marcel d'Ardèche lors de la coupe de France d'enduro. Les 4 militaires courant pour l'armée de Terre et la fédération française de motocyclisme (FFM) ont gagné l'épreuve par équipe et se sont placés aux quatre premières places.

Le brigadier Bourgeois a terminé en tête du scratch juste devant le 1<sup>er</sup> classe Kevin Rohmer. Le brigadier Basset prend la 3<sup>e</sup> place à quelques

secondes de son coéquipier. 4<sup>ème</sup> pilote de l'équipe, le 1<sup>er</sup> classe Queyreyre finit 4<sup>e</sup> du scratch.

De quoi satisfaire l'entraîneur national Frédéric Weill, détaché au sein de l'équipe par la FFM, en vue des futures échéances internationales : « J'apprécie toujours la coupe de France qui est une excellente course de préparation. De plus, celle-ci nous permet de voir nos pilotes rouler en équipe. »

L'équipe s'est ensuite envolée pour l'Amérique du sud pour l'ouverture du championnat du monde les 24 et 25 mars au Chili puis les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2012 en Argentine. Le brigadier Marc Bourgeois a terminé 3<sup>e</sup> des deux premiers grands prix de la saison.

Droits : Armée de Terre 2012

## L'équipe de France militaire de parachutisme au Stade de France

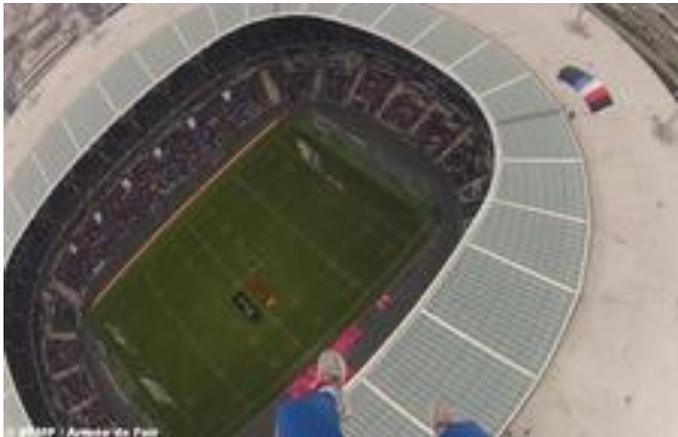
Mise à jour : 05/04/2012 18:54

Samedi 31 mars 2012, des membres de l'équipe de France militaire de parachutisme se sont distingués lors de l'ouverture d'un match de rugby au Stade de France. Ces sportifs de haut-niveau de la Défense ont effectué un saut sur le terrain juste avant le coup d'envoi de la rencontre.

Plusieurs chaînes de télévision ont retransmis cet atterrissage de précision, en ouverture du match Stade français (Paris) / Stade toulousain pour la 22<sup>e</sup> journée du Top 14.

Sautant depuis un hélicoptère, deux des équipiers, munis de caméras, ont pu fournir une retransmission en temps réel du saut. L'adjudant-chef Mario Gervasi, quant à lui, a apporté le ballon du match.

Les participants de ce saut de démonstration étaient le major Patrick Castella (responsable sécurité des vols), l'adjudant-chef Mario Gervasi, l'adjudant-chef Jean Noël Hardouin, l'adjudant Phillippe Valois, l'adjudant Ronan Henaff et le sergent-chef Sébastien Carbillet.



Droits : © Armée de l'air

## Comme un poisson dans l'air

Mise à jour : 04/04/2012 17:20

Le jeudi 29 mars 2012, le premier champion olympique français de 100 mètres de natation, Alain Bernard, a volé en place arrière d'un avion de l'escadron de transformation Rafale 2/92 «Aquitaine», de la base aérienne 113 de Saint-Dizier.



C'est le capitaine Michael Brocard, présentateur Rafale, qui a fait voler Alain Bernard. La mission, qui comprenait un ravitaillement en vol, a duré un peu plus de deux heures et s'est terminée par un atterrissage sur la base aérienne 103 de Cambrai.

Le célèbre nageur est un des sportifs de haut-niveau de la Défense. Il est affecté depuis 2008 au sein de la gendarmerie nationale.



Droits : © Armée de l'air

## Les conduites dopantes dans le sport

Mise à jour : 30/03/2012 11:47

De tout temps, les hommes ont cherché à accroître leurs performances sportives. La prolifération des substances dopantes et le développement des réseaux de commercialisation, obligent aujourd'hui à une vigilance accrue.



« Se mettre à la musculation, prendre de la masse, gagner en puissance, avaler un premier comprimé, puis un second. Le premier cap est vite franchi. C'est un cercle vicieux pour une performance virtuelle : rien ne peut remplacer l'entraînement », met en garde le maître Patrice Leguet, moniteur au [centre national des sports de la Défense](#) (CNSD) et spécialiste de la musculation et de la préparation physique générale. Mais l'espoir de repousser encore ses

limites, la méconnaissance des risques, et la facilité à trouver des produits dopants rendent la lutte difficile.

### **Des risques souvent ignorés**

Le culte du corps est partout affiché. Abdos saillants et gros bras font rêver, et deviennent des objectifs prisés pendant les missions extérieures. « Lorsqu'on s'entraîne quotidiennement dans une salle fréquentée et qu'on voit ses voisins progresser en puissance et en volume deux fois plus vite sans pour autant augmenter le rythme des séances, on en arrive vite à la question : et toi, qu'est-ce que tu prends ? », constate le sergent-chef Xavier Michel, formateur en sports de combat au CNSD.

« Consommer des protéines pour augmenter sa puissance n'est pas dangereux en soi. Il s'agit du constituant de base du muscle que l'on en trouve naturellement dans le blanc d'œuf, les poissons ou les viandes », explique le médecin en chef Christophe Guyonvarch, du CNSD. « Le risque, c'est certes une possible atteinte rénale en cas de surdosage, mais surtout le manque de lisibilité de certains produits ingérés. »

### **Pas de normes sanitaires internationales**

Quel que soit le théâtre d'opération, on trouve des barils de protéines sur les étals des économats. En France, la réglementation impose de faire figurer sur le produit le détail des composants et recommande de préciser la posologie. Mais ce n'est pas une norme internationale. Les normes sanitaires de fabrication varient, et les contaminations industrielles possibles (mercure, plomb).

Aux côtés de ces stimulants « classiques », commercialisés en grandes surface ou dans le circuit pharmaceutique légal (médicaments détournés de leur usage), on trouve des compléments achetés sur internet et d'autres issus du marché clandestin. « C'est très facile de commander via internet. Tout est accessible en trois clics, le colis est livré rapidement et discrètement, mais il est impossible d'en vérifier l'origine et encore moins la composition », prévient le chef de bataillon Renan Cuzon, commandant le bataillon d'Antibes au CNSD.

### **Dopage et conduite dopante**

« Le dopage et les conduites dopantes sont une seule et même pratique, mais concernent des catégories d'individus distinctes », explique le Dr Guyonvarch. « On parle de conduite dopante lorsqu'une substance est utilisée dans le but de surmonter un obstacle, que celui-ci soit réel ou supposé. » Le dopage, lui, ne concerne que les sportifs qui utilisent des substances ou des méthodes interdites dans le cadre de compétitions organisées par les fédérations.

Techniquement donc, les conduites dopantes n'exposent pas à des sanctions pénales ou administratives. Pour autant, elles ne sont pas anodines, ni sans danger.

Droits : Armée de Terre 2012

## Les robots au cœur du champ de bataille

Mise à jour : 05/04/2012 17:31

Ronan Doaré et Henri Hude présentent un livre unique « Les robots au cœur du champ de bataille », dans lequel des spécialistes se questionnent sur l'emploi de ces machines sur les théâtres d'opérations.



« Les robots au cœur du champ de bataille » est une œuvre qui pose des questions fondamentales sur un thème qui fait souvent débat : l'utilisation des robots lors des combats. Leur principal intérêt est pourtant de préserver la vie des soldats et d'augmenter l'efficacité opérationnelle sur les champs de bataille.

Cet ouvrage aborde le sujet de deux façons différentes. Sur un plan éthique : ces nouvelles armes mettent en avant des problématiques fondamentales d'éthique de la guerre. Les

robots doivent-ils être automatisés dans leur prise de décision ? Pourront-ils un jour faire eux-mêmes le choix de vie ou de mort ? Quelles conséquences leur utilisation peut-elle avoir sur la politique ?

Et sur un plan juridique : comment définir les aspects réglementaires liés à la robotique aéroterrestre ? Quelles responsabilités l'emploi de ces nouveaux moyens engendre-t-il au regard de la loi ?

A travers les regards croisés de civils et de militaires, d'industriels, d'universitaires et de praticiens, Ronan Doaré et Henri Hude tentent de trouver un cadre d'emploi à l'importante montée en puissance de la robotisation militaire terrestre.

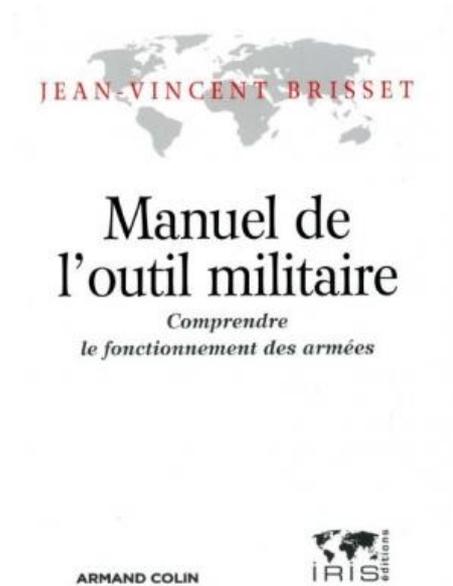
>>> Les robots au cœur du champ de bataille  
Ronan Doaré et Henri Hude  
Guerre et opinions, Economica, novembre 2011

Droits : Armée de Terre 2012

## Vient de paraître : Manuel de l'outil militaire

Les armes ne se taisent jamais, les conflits sont omniprésents dans les médias, mais les commentaires qu'ils suscitent sont trop souvent basés exclusivement sur des considérations

géopolitiques. L'outil militaire, insuffisamment pris en compte, est mal connu et objet de nombreuses idées reçues.



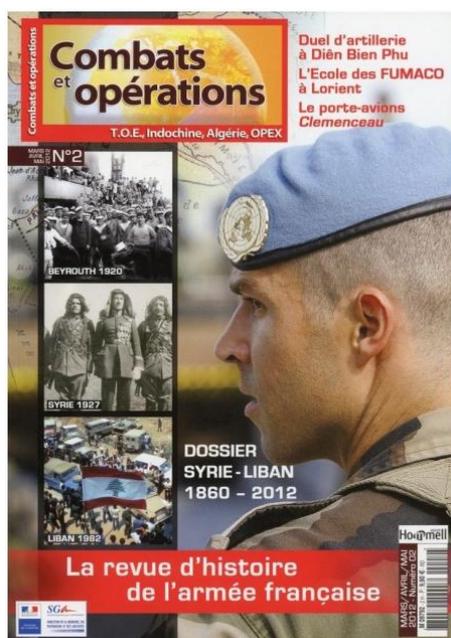
Cet ouvrage, synthèse pédagogique de ce qu'est l'outil militaire à travers le monde, permet de combler cette lacune. Il décrit d'abord les armes et les équipements, qui conditionnent une grande partie de l'efficacité d'une armée, et dont l'évolution récente est considérable. Il présente ensuite l'organisation des forces militaires, les hommes qui les composent et leurs modalités d'emploi.

Grâce à cette analyse détaillée, le lecteur comprendra mieux le fonctionnement pratique de l'outil militaire et sera ainsi à même de se faire une opinion sur les conditions de son utilisation.

Editions Armand Colin, 200 pages, 19 €,

Jean-Vincent Brisset, général de brigade aérienne (e.r.), est ingénieur de l'École de l'air, breveté pilote de chasse et diplômé de l'École supérieure de guerre aérienne. Il a occupé la fonction d'attaché de l'air près l'Ambassade de France à Pékin et a été auditeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes. Il est directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste des questions de défense et relations internationales et du monde chinois.

## En kiosque : Combats et Opérations n°2



Hier des Théâtres d'opérations extérieurs (TOE) et des guerres, en Indochine et en Algérie. Aujourd'hui des OPEX (opérations extérieures) nationales, européennes ou internationales... Mais aussi avant-hier des expéditions coloniales, des corps expéditionnaires et d'autres guerres, en Chine en 1900 lors de "la révolte des Boxers", au Canada avec Montcalm, en Amérique avec La Fayette, au Levant avec Ardant du Picq en 1860...

Quel que soit le nom qui leur fut donné au fil des siècles, ces "expéditions" nous rappellent un fait qui échappe à toute idéologie : Ecrite par les hommes, l'histoire des Etats est inscrite dans leur géographie. Il en va ainsi de la France, péninsule européenne à la fois continentale et maritime. C'est cette géographie qui a donné à la France son histoire si particulière faite de guerres continentales, d'expansion coloniale

et de guerres de décolonisation. C'est elle qui lui a valu d'obtenir, avec l'aide intéressée de Churchill, un siège de membre permanent au conseil de sécurité de l'Onu. C'est elle qui rend

largement compréhensible les engagements actuels de la France dans le monde, à travers les OPEX.

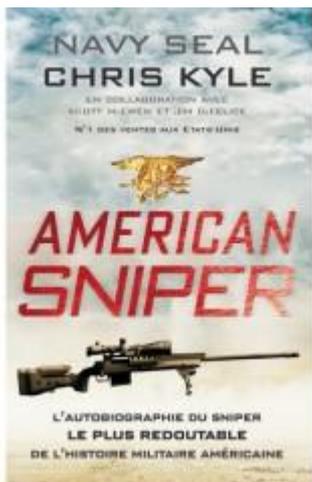
Ces OPEX peuvent être étudiées et analysées à l'aune de la politique du moment. C'est ce qui, en bonne logique, est le plus facile et le plus généralement fait. Il n'en demeure pas moins qu'elles sont tout autant, peut-être davantage encore, le fruit de l'histoire et de la géographie françaises. Ce n'est pas un "hasard de l'histoire" si la France est récemment intervenue, sous mandat de l'ONU, en Côte d'Ivoire ou si elle est toujours présente au Liban. Loin c'en faut.

C'est à cet héritage aux visages multiples qu'a décidé de s'intéresser le magazine [Combats et Opérations](#). Ceux qui ont participé à sa création espèrent mieux faire connaître le passé des expéditions militaires françaises et, ce faisant, donner un sens nouveau à l'engagement des soldats en Opérations extérieures.

Frédéric Guelton

## Les snipers américains lâchent le fusil pour la plume

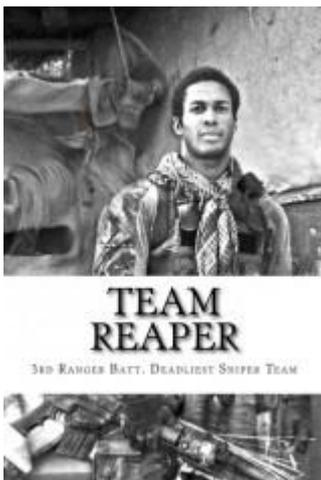
Deux ouvrages rédigés par d'anciens tireurs de précision américains viennent d'être publiés.



L'un est sorti en français aux éditions Nimrod; il s'agit de "American Sniper" (336 pages, 21€).

Chris Kyle serait le sniper le plus redoutable de toute l'histoire militaire américaine. Surnommé « Al-Shaitan » (le Diable) par ceux qu'il traquait et « la Légende » par ses frères d'armes des Navy SEALs, il est crédité de 255 ennemis tués.

Déployé à quatre reprises en Irak dans le cadre de l'opération *Iraqi Freedom*, il a été engagé dans les combats urbains les plus terribles du conflit : Fallouja, Ramadi ou encore Sadr City. Progressant au cœur des fournaises insurgées, investissant les maisons en tête des groupes d'assaut, protégeant ses camarades depuis son poste de tir, pris pour cible par les insurgés qui mirent sa tête à prix, Chris Kyle a été de toutes les batailles. Témoin des atrocités de la guerre et de la malveillance d'un ennemi fanatique, il livre un récit brut et dévoile son quotidien de SEAL et de sniper, mais aussi les conséquences de celui-ci sur sa vie personnelle.



L'autre livre n'a pas encore été traduit pour la bonne raison qu'il vient tout juste d'être diffusé. Il s'agit d'un ouvrage écrit par Nicholas Irving et publié par CreateSpace (182 pages, 19,95\$).

Il s'intitule "Team Reaper, 3rd Ranger Batt. Deadliest Sniper Team". Il est disponible sur Amazon.

Le sergent Nicholas Irving a rejoint l'armée en 2004 et appartenait au 3e bataillon du 75e régiment de Rangers. Ce "master sniper" a été crédité de 33 "kills" en trois mois d'Afghanistan alors qu'il opérait pour une cellule Action directe des forces spéciales.

Depuis qu'il a quitté l'armée, il a ouvert une [entreprise de vente d'équipements tactiques](#).